



UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN - MONS

Ecole des Sciences politiques et sociales

**Géopolitique et Télécommunications :
Entre néo-impérialisme scandinave, intérêts américains
et contrôle de l'information au Moyen-Orient**

Promoteur

Monsieur Tanguy STRUYE DE
SWIELANDE

Mémoire présenté par :

Cédric GOSSE-LEDUC

en vue de l'obtention du diplôme
de Master 120 en Sciences Politiques à
finalité spécialisé (orientation générale)

Année académique 2012-2013

Remerciements

Ce mémoire n'aurait pu être écrit sans la bienveillante patience de M. Struye de Swielande, qui a éclairé la rédaction de ses conseils avisés et qui a supporté ma communication parfois trop « enthousiaste »

Merci à Virginie, ma compagne, qui m'a soutenu durant ces 5 années de cours et de toujours avoir cru en moi

Merci à Anaïs, Chloé et Constantin, mes enfants, d'avoir été patients et de m'avoir laissé du temps pour rédiger mon mémoire

Merci également aux quelques intervenants qui ont accepté d'être interviewés, leur éclairage m'a permis de saisir pleinement la situation étriquée de l'Europe du Nord

RESUME

L'actualité du monde des télécommunications montre que nous sommes dans une phase de consolidation et d'investissements de nouveaux marchés. Dans cet environnement, de nombreuses sociétés et de nombreux Etats investissent dans leurs régions de prédilection. Hors, une simple observation du mouvement opéré par les deux plus grands opérateurs scandinaves indique qu'ils ont décidé de suivre un autre chemin, qui peut sembler relativement illogique, puisque les investissements se font dans une région instable, celle du Grand Moyen-Orient.

Par ailleurs, cette région est un point stratégique de longue date. Ceci a été de plus en plus marqué du côté américain, que ce soit durant la guerre froide que dans la période consécutive aux attentats du 11 septembre 2001. De nombreux enjeux sont, par conséquent, reliés à l'influence que les Etats souhaitent avoir sur les populations et les gouvernements de la région.

Dans ce document, nous tenterons donc de définir les différents intérêts que la Norvège et la Suède ont dans l'investissement dans cette région. Nous essaierons de voir ce qui se cache derrière les discours officiels, qui semblent être empreints d'un grand idéalisme. Malgré les discours tenus, nous regarderons en quoi ces Etats adoptent, en réalité, une posture extrêmement pragmatique. Il apparaît qu'au-delà de la volonté de promouvoir la démocratie et la liberté d'expression, Oslo et Stockholm ont des ambitions néo-impérialistes dans la région. Ils semblent par conséquent utiliser leur bonne image, sur la scène internationale, afin d'investir financièrement et influencer politiquement des Etats qui pourraient paraître plus faibles.

Ceci sera mis en contraste par l'analyse des difficultés rencontrées dans leur projet. De nombreux blocages ont effectivement ralenti la progression scandinave dans la région. Il s'avère que certains oligarques russes voient d'un mauvais œil la mainmise des opérateurs scandinaves sur des infrastructures critiques, dans une région que Moscou souhaite influencer plus fortement. La Russie souhaite effectivement restaurer une certaine influence sur les anciennes républiques soviétiques, et étendre leur champ d'action jusqu'aux mers du sud.

Mais cette région a énormément d'intérêt pour de nombreux autres Etats, à commencer par les Etats-Unis et la Chine. Les premiers se placent dans une optique sécuritaire, les seconds sont, quant à eux, à la recherche de nouvelles ressources.

Nous nous concentrerons sur les motivations américaines, qui sera sous-tendue une analyse de l'évolution technologique nous montre que les moyens à disposition des politiques de renseignement sont de plus en plus flexibles et aisées à mettre en place. Au travers d'un

exemple pratique, nous pouvons constater que toute communication devient virtuellement copiable et disponible à qui a accès à l'infrastructure.

Cette évolution technologique sera mise en rapport avec un autre programme du renseignement américain. Nous verrons que ce dernier n'est sans doute plus assez efficace et que les Etats-Unis se doivent de s'assurer de nouvelles ressources afin de contrôler leur environnement.

Les Scandinaves se retrouvent donc dans une zone géographique de haut intérêt. Etant potentiellement menacés par la Russie en Europe, il pourrait être tentant pour les Suédois et les Norvégiens de renforcer une coopération déjà présente afin de s'assurer d'un soutien conséquent de la part de Washington.

Nous sommes donc dans une situation dans laquelle différents protagonistes ont des intérêts parfois divergents, parfois convergents. Il s'agira donc de voir en quoi les différentes attitudes pourraient se recomposer dans cet environnement instable, et voir quels Etats pourraient s'apporter un bénéfice mutuel.

Sommaire

Introduction	1
1. L'approche scandinave dans le Grand Moyen-Orient : diplomatie, promotion de la démocratie et néo-impérialisme	5
a. La répartition géographique des acteurs en télécommunications.....	5
b. La coopération diplomatique en Scandinavie et au Moyen-Orient.....	8
▪ Le cas norvégien	8
▪ L'approche suédoise	9
▪ Points communs entre les deux Etats	10
c. « L'autre côté du miroir » : soft power et néo-impérialisme	10
d. Entre idéalisme et pragmatisme	13
2. Les Etats-Unis, le Grand Moyen-Orient et la Scandinavie	15
a. Les Etats-Unis et le Moyen-Orient avant le 11 septembre 2001.....	15
b. La période post-11 Septembre.....	16
c. Enjeux géostratégiques : au-delà de la lutte contre le terrorisme.....	19
d. Etats-Unis et Scandinaves au Moyen-Orient : synergies opérationnelles et aspirationnelles.....	21
▪ Par rapport à la Russie	22
▪ Par rapport à la Chine	22
▪ Considérations générales	23
▪ Améliorer l'image américaine en Scandinavie et au Moyen-Orient	24
e. Les Etats-Unis en changement, du « gendarme du monde » au « bon exemple »	25
▪ Le difficile tournant du millénaire	25
▪ De la puissance militaire au réalisme psychologique	26
▪ Les défis géopolitiques et l'impossibilité pratique d'agir seul	27
3. Russie et télécommunications, l'opposition à la Scandinavie (et à Washington).....	31
a. Altimio, TeliaSonera et Telenor : la quête des marchés en Russie, au Moyen-Orient (et au-delà).....	31
▪ L'impossibilité de l'extension d'Altimio en Europe du Nord	31
▪ Pourquoi les opérateurs scandinaves ne peuvent s'implanter plus fortement en Russie	33
b. Le retard technologique à combler.....	35
▪ D'un point de vue du contrôle interne	35
▪ Vis-à-vis de l'environnement international	36
c. Un retard insurmontable ou un retour d'une grande puissance russe ?.....	38
4. Réseaux de télécommunication et intelligence : d'Echelon au monde « IP », perspectives d'avenir pour le renseignement	39
a. Volumes de données et communications échangées entre les Etats	39

b.	Le programme Echelon, vestige du renseignement durant la guerre froide.....	42
c.	Télécommunications, aspects pratiques	43
d.	Evolutions technologiques récentes	45
▪	Dérivation de la notion de media loopback et duplication des échanges d'information	45
▪	Autres possibilités techniques	47
▪	Application pratique en France.....	48
▪	Applicabilité à d'autres situations	49
e.	L'importance des réseaux.....	50
5.	Les petites puissances scandinaves au pouvoir (?).....	51
a.	Les Etats Scandinaves en tant que petites puissances	51
▪	Considérations historiques.....	52
▪	Les Etats Scandinaves sur la scène internationale.....	52
b.	Des petites puissances en ascension ?	54
c.	De la petite puissance militaire à la grande puissance économique par l'interdépendance et le <i>soft power</i>	55
▪	Vis-à-vis de la Russie	55
▪	Vis-à-vis des pays du Grand Moyen-Orient	56
▪	Vis-à-vis des Etats-Unis	57
d.	Petites puissances en Europe mais grandes puissances au Moyen-Orient ?	59
6.	Limites à considérer concernant l'étude présentée.....	61
a.	Difficultés liées au caractère diplomatique de la problématique	61
b.	Difficultés liées au processus de démocratisation même	61
c.	Limites liées à la caractérisation technique des réseaux	62
d.	Limites liées au cas de la Chine, peu abordé.....	63
e.	Autres limites	63
	Conclusion.....	64
	Scandinavie et Grand Moyen-Orient : enjeux et perspectives	64
	Conséquences directes pour la Scandinavie	65
	Bibliographie	66

Liste des Figures

Figure 1 – Carte du Grand Moyen-Orient (Kemp & Harkavy, 1997, p. 14).....	2
Figure 2 - Carte de répartition des intérêts entre opérateurs scandinaves.....	6
Figure 3 – Poussées géopolitiques au Moyen-Orient (Brzezinski, 1997, p. 181).....	20
Figure 4 – Carte du Heartland et Rimland, vue par Spykman (Gray, 1988, p. 8).....	28
Figure 5 – Carte de contaiment chinois (Lin, 2013, p. 43)	29
Figure 6 – Carte du réseau IP de TeliaSonera International (TeliaSonera International Carrier, 2013).....	33
Figure 7 – Distribution des volumes de communication en millions de minutes (Telegeography, 2010)	40
Figure 8 - Carte des liens IP dans la région du Grand Moyen-Orient (Telegeography, 2012)	41
Figure 9 - Exemple de réseau convergent vers la technologie IP (Cisco, 2013).....	44
Figure 10 - Illustration du changement induit par la convergence (AAPT Limited, 2013).....	45
Figure 11 - Principes du Media Loopback (I3forum Technical Workstream, 2012, p. 43).....	46
Figure 12 - Duplication des flux de données (Begen & Perkins, 2011, p. 4).....	46
Figure 13 - Structure du réseau d’interception des télécommunications en France (L'Express, 2013).....	49

Liste des Tableaux

Tableau 1 - Structure de l’actionnariat de Rostelecom (Rostelecom, 2013).....	37
Tableau 2 - Structure de l’actionnariat de Svyazinvest OJSC (Svyazinvest OJSC, 2009)	37

Introduction

De tous temps, la région du Moyen-Orient a été considérée comme hautement stratégique, située au croisement de trois continents, lieu de passage obligé du commerce international, disposant de nombreuses ressources et jonction entre plusieurs courants philosophiques et politiques, ce qui a contribué à faire de cette région un enjeu de toute première importance et constant entre grandes puissances. D'un autre côté, nous sommes actuellement dans un monde dans lequel les réseaux de l'information – que ce soit Internet, la téléphonie mobile ou la télévision – prennent une dimension encore inattendue jusqu'à récemment. L'expansion de ces réseaux amène à la création et à la consolidation d'acteurs privés de plus en plus importants dans un domaine qui peut apparaître critique. L'importance de ces moyens de communication a d'ailleurs encore été démontrée ces dernières années par les modes d'actions des mouvements de contestations dans le monde arabe.

Par conséquent, l'évolution technologique quasi-permanente et l'avènement d'un monde virtuel, affranchi du temps et de l'espace, permettent de gommer les distances entre les populations. Si cette évolution peut sembler bénéfique pour tous, l'investissement requiert des ressources financières et techniques sans cesse croissantes, qui ne peuvent être garanties que par les acteurs majeurs du secteur.

Nous assistons, en effet, à un renforcement de grands groupes à l'échelle mondiale. Nous pouvons notamment épingler : l'indien Tata qui possède le plus grand réseau de fibre optique sous-marin et est présent sur tous les continents ; le français Orange qui s'est rapidement implanté en Europe, en Afrique, en Asie, au Proche-Orient et dans les Caraïbes ; l'anglais Vodafone qui est représenté dans la plupart des pays du Commonwealth, aux Etats-Unis par son partenariat avec Verizon et en Afrique sous la marque Vodacom, etc.

Si la plupart des opérateurs de « classe mondiale » suivent un développement relativement logique, certaines de ces grandes entreprises semblent prendre, par contre, une direction relativement inattendue. Si un opérateur comme Orange se concentre en effet sur la France et ses anciennes colonies, il est à constater que les grands groupes de télécommunications scandinaves s'intéressent de plus en plus à une région qui ne correspond pas nécessairement à leur « core market », ayant largement dépassé le cadre de la Scandinavie, en termes d'investissements. Nous pourrions constater que le norvégien Telenor et le finno-suédois TeliaSonera – tous deux majoritairement détenus par des acteurs publics – investissent massivement dans les réseaux de téléphonie mobile en ex-URSS, au Moyen-Orient et en Asie, prenant des positions économiques stratégiques tant en Russie que dans son environnement immédiat.

Nous nous concentrerons ici sur la zone « sud » de cet espace central post-soviétique, tel que défini par Zbigniew Brzezinski (1997, p. 62) et qui recouvre une partie de « Grand Moyen-Orient » ; de la région du Caucase – en incluant la Turquie – au Pakistan. Seul l’Iran n’est actuellement pas concerné par ce processus de concentration des opérateurs de télécommunications, au vu des difficultés d’investissements pour les entreprises privées.

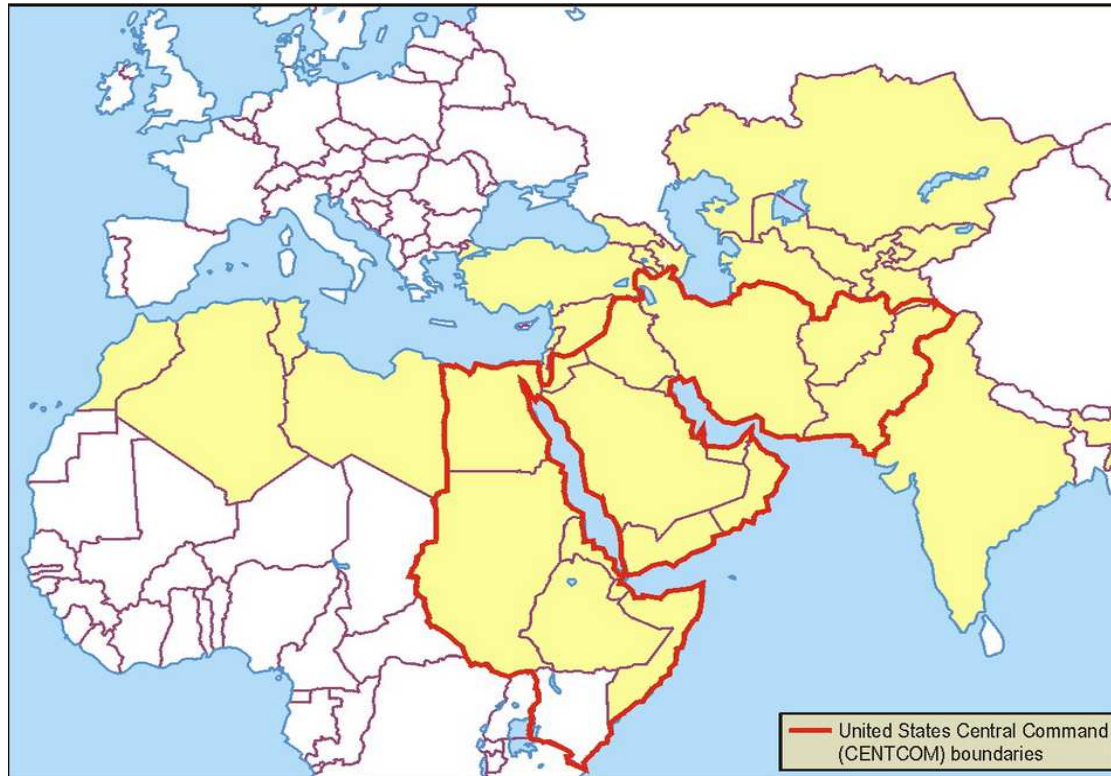


Figure 1 – Carte du Grand Moyen-Orient (Kemp & Harkavy, 1997, p. 14)

Notre analyse se portera en cinq temps :

- Premièrement, quelles sont les ambitions scandinaves dans la région, quel est le fondement politique qui encourage ce type d’investissement et quelle optique à long terme sous-tend cette volonté d’extension à l’est. Nous aborderons ici le message diplomatique tenu par les Scandinaves et analyserons leur discours sous l’angle du néo-impérialisme et du *soft power*
- Ensuite, il s’agira de relever l’importance de la région pour les Etats-Unis et du lien de ces derniers avec les pays scandinaves ; quels seraient donc les éventuels avantages comparatifs. Dans cette partie, nous nous attarderons sur les priorités américaines pour la région et les enjeux géopolitiques qui sous-tendent l’action de Washington
- Nous nous attarderons ensuite brièvement sur les quelques frictions avec les oligarques russes ayant des intérêts tant dans le secteur que dans la région concernés. Nous pourrions

observer les raisons géopolitiques et géoéconomiques qui ont provoqué de nombreuses tensions entre les sociétés scandinaves considérées et leur pendant russe

- Nous recouperons ensuite les trois parties précédentes, pour les analyser sous la loupe technique, en abordant d'un côté l'actuel réseau Echelon (COMINT – Communication Intelligence/SIGINT – Signals Intelligence) et les différentes possibilités technologiques offertes par l'évolution des réseaux vers le monde du « tout-IP », reposant sur les technologies qui ont été développées pour et par Internet et réadaptées ensuite à des domaines plus larges dans une optique de rationalisation technologique. Nous aborderons un cas illustratif des possibilités offertes en termes de renseignement, par un détour de l'application de ces principes en France
- Finalement, nous analyserons la situation de la Norvège et de la Suède en tant que petites puissances en phase d'ascension sur la scène internationale. Nous regarderons, en effet, en quoi l'investissement dans les réseaux de télécommunications et dans l'aide au développement sont deux moyens utilisés afin de devenir incontournables dans une région hautement stratégique pour de nombreux acteurs.

Notre raisonnement se reportera sur le résultat d'interviews faites en Scandinavie en février 2013, nous pourrons observer les tendances actuelles en Norvège et en Suède tant en termes de politique internationale qu'en termes d'investissements à l'étranger. Nous nous baserons donc sur les affirmations apportées par certaines sources diplomatiques actuellement en place à Stockholm, sur l'aperçu donné par M. Henrik Stuxberg et certains de ses collègues du ministère suédois des affaires étrangères, sur les informations données par un manager de TeliaSonera et sur les éclaircissements apportés par M. Tor Bukkvoll, chercheur au FFI (*Forsvarets Forskinginstitut*, Institut Norvégien de Recherche pour la Défense) à Oslo.

D'un point de vue théorique, nous recourrons à l'apport de Joseph Nye concernant le *Soft Power*. Nous aborderons également la situation de la Scandinavie sous l'angle de la *petite puissance*, relativement à la superpuissance américaine et les implications géopolitiques liées à la problématique *Rimland-Heartland* selon les vues de Nicholas Spykman.

Nous recouperons l'ensemble des considérations développées par une analyse dérivative basée sur le programme Echelon, actualisé avec l'apport des nouvelles technologies de l'information et des télécommunications, et indiquant les nouvelles opportunités dans le domaine du contrôle de l'information par les Etats. A ce titre, nous utiliserons les ressources informatives liées au travail de l'i3Forum (International IP Interconnection Forum) qui se basent sur les recommandations du GSMA (GSM Association), du 3GPP (3rd Generation Partnership Project), de l'ITU (International Telecommunications Union) et de l'IETF

(Internet Engineering Task Force). Nous verrons ces différentes évolutions par le prisme des politiques liées aux activités de renseignement, domaine intimement lié aux politiques de sécurité nationale, permettant à un Etat de jauger de sa situation comparativement à ceux qu'il considère comme concurrents directs ou d'identifier les menaces potentielles.

L'analyse sera donc ici essentiellement empirique, puisque la base de travail est essentiellement issue du contexte diplomatique et qu'il s'agit ici d'identifier les objectifs réels des acteurs dans la région considérée. Il faudra donc nécessairement observer ce qui a été dit et parvenir à identifier raisonnablement ce qui n'a pas été communiqué. Nous chercherons donc à savoir en quoi les investissements des sociétés de télécommunications répondent à des impératifs de sécurité nationale, et en quoi les grandes puissances pourraient être intéressés à s'allier aux Etats Scandinaves.

Nous verrons également que la Norvège et la Suède agissent en tant que petites puissances, mais semblent progressivement passer au niveau d'autres moyennes puissances. Nous référant à Nye, nous pourrions observer que la stratégie de politique étrangère scandinave peut leur donner un avantage que les grandes puissances pourraient ne pas avoir : de l'influence sur les Etats-clés de la région.

Nous pourrions donc voir que les théories géopolitiques classiques sont toujours d'actualité, mais que les domaines recouverts par celles-ci se sont considérablement étendus. Les évolutions tant politiques que technologiques de ces dernières années ont en effet ajouté de nombreux paramètres à prendre en considération et ont fondamentalement complexifié l'analyse sur le terrain, obligeant les Etats à collaborer de manière plus suivie afin d'assurer leur maintien respectif sur la scène internationale.

1. L'approche scandinave dans le Grand Moyen-Orient : diplomatie, promotion de la démocratie et néo-impérialisme

La Scandinavie est une des premières régions en termes d'octroi d'aides au développement. Aussi, les Etats scandinaves apparaissent sur la scène internationale en tant qu'acteurs dont l'avis est important. Les entreprises scandinaves sont aussi considérées – d'un point de vue diplomatique – comme efficaces, à la pointe de la technologie et comme affichant un certain degré d'éthique.

Nous allons donc entamer ce court chapitre sur la politique scandinave au Moyen-Orient par un aperçu des investissements des opérateurs de télécommunications dans cette région du monde. Nous observerons également les quelques problèmes qui ont été rencontrés lors de leur expansion et quels sont les actuels écueils qui leur restent encore à traverser avant de pleinement disposer de leurs investissements.

Nous continuerons par l'analyse du discours politique tenu tant par la Norvège que la Suède par rapport à la promotion de l'investissement de cette région. Nous tenterons de différencier le discours tenu et les effets pratiques sur le terrain.

Cette nuance nous permettra également d'identifier de potentiels points communs entre le discours scandinave et le discours américain.

Par ailleurs, le recours au contraste entre discours tenu et réalité matérielle nous permettra de comprendre la position relativement inconfortable – en termes géopolitiques – dans laquelle se trouvent les Etats Scandinaves. Entre le voisin russe potentiellement menaçant, une participation à l'OTAN à géométrie variable (la Suède n'est pas officiellement membre de l'organisation alors que la Norvège l'est), un attachement diffus aux valeurs européennes (la Norvège fait partie de l'Espace Economique Européen, la Suède est un Etat-membre de l'Union Européenne) et une certaine proximité des vues avec Washington, la Norvège et la Suède tentent de créer un certain équilibre entre idéalisme et pragmatisme, ce qui n'est pas sans poser problème.

a. La répartition géographique des acteurs en télécommunications

Afin d'éclairer le propos qui nous occupe, il peut être intéressant de s'attarder dès maintenant à la répartition géographique des deux principales sociétés de télécommunications scandinaves : Telenor et TeliaSonera. La carte ci-dessous illustre le découpage des intérêts commerciaux (filiales et investissements directs/indirects) entre les deux entreprises considérées, dans les zones Europe, Moyen-Orient, Asie :

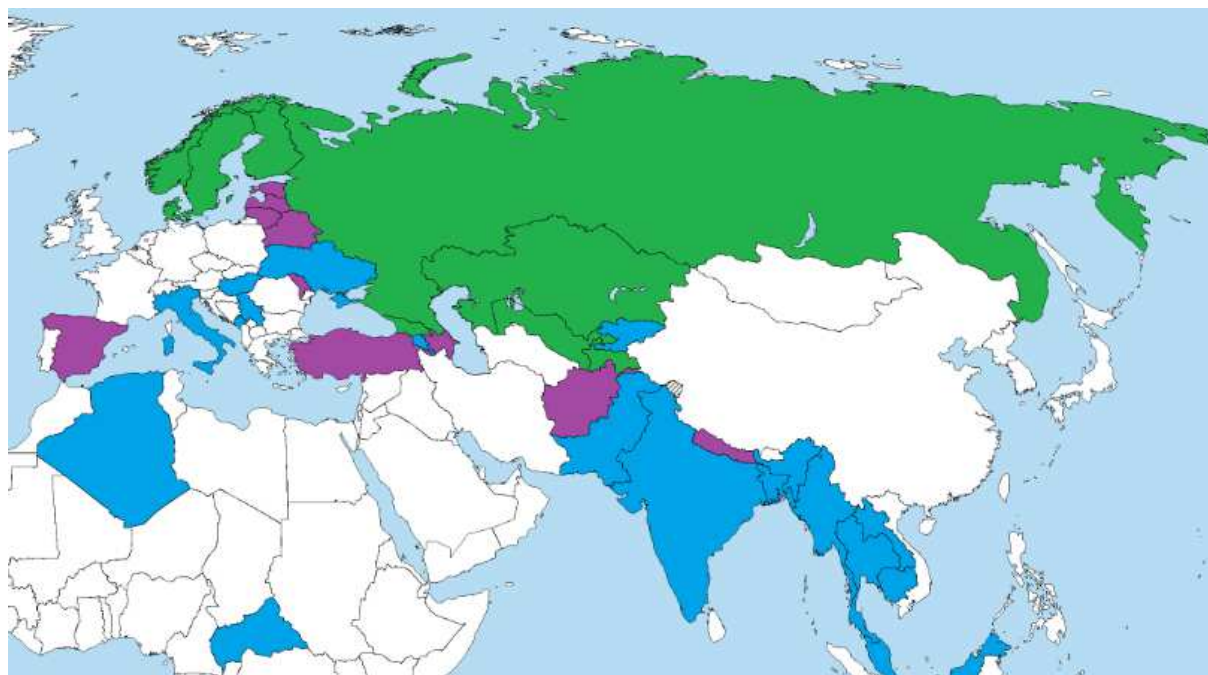


Figure 2 - Carte de répartition des intérêts entre opérateurs scandinaves

Les pays en vert représentent ceux dans lesquels tant Telenor que TeliaSonera sont présents, ceux en violet concernent TeliaSonera exclusivement, tandis que ceux en bleu sont représentatifs des intérêts de Telenor. Comme nous pouvons le constater, en dehors de leurs marchés primaires et à l'exception de certains pays de l'ex-URSS, les deux opérateurs ont tendance à éviter de se concurrencer, au niveau mondial.

Il apparaît ici nécessaire d'indiquer les différents opérateurs dépendants des deux groupes dans la région considérée.

Par le biais de ses intérêts dans Vimpelcom dans lequel l'entreprise représente environ 45% des droits de vote, Telenor a une influence effective dans les opérateurs KaRTel (Kazakhstan), Mobilink (Pakistan), Vimpelcom (Russie), Unitel (Ouzbékistan), Tacom (Tadjikistan), SkyMobile (Kirghizistan), ArmenTel (Arménie) et Mobitel (Géorgie). D'autres réseaux dépendent directement de Telenor Norge A/S, dont notamment un deuxième réseau au Pakistan sous le nom Telenor et un réseau en Inde sous la dénomination Uninor. Du côté de TeliaSonera, nous épinglerons une implication importante dans le capital de Roshan (Afghanistan) à hauteur de 12.4% - considéré comme minorité de blocage – et le fait que cette entreprise soit majoritaire, directement ou indirectement, dans K'Cell (Kazakhstan), Geocell (Géorgie), Turkcell (Turquie), AzerCell (Azerbaïdjan) et T'Cell (Tadjikistan).

Dans les deux cas de consolidation, ces entreprises ont rencontré de nombreuses difficultés, engendrées par le holding russe Altimo qui se pose en concurrent sérieux pour le contrôle des opérateurs de téléphonie mobile dans l'environnement immédiat de la Russie.

Concrètement, Telenor s'est vu longtemps empêché d'obtenir la parité dans le conseil d'administration du groupe russe Vimpelcom (résultat de la fusion de l'opérateur mobile Beeline et du carrier international Sovintel) par le holding Altimo de Mikhaïl Fridman, basé aux Pays-Bas mais proche des intérêts du Kremlin (Telenor, 2012). Ceci s'illustre encore à l'heure actuelle, puisque Altimo tente de limiter l'influence des opérateurs scandinaves dans certaines régions du globe, notamment en diluant l'impact que Telenor peut avoir par son investissement dans Vimpelcom (Altimo, 2012) et que TeliaSonera peut avoir par le holding Fintur, notamment dans l'opérateur Turkcell, leader du marché mobile en Turquie – faisant de TeliaSonera l'actionnaire majoritaire de l'opérateur BeST en Biélorussie. Aussi TeliaSonera s'est vu mis en difficulté par les holdings russes Altimo et AF Telecom lors de sa tentative de prise de contrôle de Megafon en Russie, tentative qui s'est soldée par un demi-échec puisque TeliaSonera a dû se limiter à l'acquisition de 43.8% des droits de vote.

Bien que ces deux acteurs scandinaves soient des sociétés privées, la direction de celles-ci reste relativement proche de leurs gouvernements respectifs, puisque les actionnaires majoritaires sont l'Etat Norvégien pour Telenor et les Etats Suédois et Finlandais pour TeliaSonera. Ceci mène donc, d'après une source interne à l'opérateur suédois, à une nécessaire implication des différents acteurs politiques dans la gestion des investissements effectués à l'étranger tant chez l'opérateur norvégien que suédois. Ceci peut être illustré par l'implication du ministère des affaires étrangères norvégien, dans le dossier opposant Altimo à Telenor (WikiLeaks, 2011). Aussi, la confiance que les opérateurs ont envers le gouvernement russe est à relativiser, car le régime apparaît autoritaire et tant en Norvège, qu'en Russie ou en Suède, le secteur des télécommunications est un secteur presque aussi stratégique que celui de l'armement (Bukkvoll, 2013).

Aussi, les deux entreprises tentent de véhiculer un message politique proche de la ligne adoptée par les gouvernements scandinaves : leur expansion a pour objectif premier de permettre une plus grande garantie de la liberté d'expression et une amélioration de la situation relative aux droits de l'homme dans les pays dans lesquels elles investissent (TeliaSonera, 2012).

Nous sommes donc en présence d'une situation dans laquelle ces opérateurs pourraient servir des intérêts de politique internationale tout en étant assurés d'avoir un minimum de soutien diplomatique, de la part de leurs gouvernements respectifs, en cas de difficultés à l'investissement. Il est d'ailleurs intéressant de noter que ces opérateurs investissent dans des marchés qui pourraient être considérés comme secondaires mais qui correspondent aux espaces géographiques dans lesquels la Russie tente de restaurer une influence proche de celle

qu'elle avait durant l'ère soviétique (Brzezinski, 2012, pp. 102-103). Aussi, l'extension amorcée par les deux opérateurs empiète sur certains intérêts russes, au niveau des sociétés de télécommunications, puisque le lien de communication entre les expatriés russes dans les anciennes républiques soviétiques et leur pays d'origine passera de manière quasi-exclusive par les réseaux dépendant – au moins partiellement – de TeliaSonera et de Telenor.

b. La coopération diplomatique en Scandinavie et au Moyen-Orient

▪ Le cas norvégien

La Norvège, de par sa position géographique, tente de garder un équilibre dans ses relations avec la Russie et les Etats-Unis. L'expérience de la deuxième guerre mondiale a indiqué qu'une neutralité stricte était intenable en cas de conflit, ce qui a amené le gouvernement norvégien à adhérer à l'OTAN et à intégrer également l'Espace Economique Européen... tout en restant en dehors de l'Union Européenne. D'un point de vue militaire, la Norvège coopère avec la Suède dans la gestion des équipements (achats et entretiens) et recherche la multilatéralité en Scandinavie, cherchant une certaine unification scandinave afin de contrebalancer les demandes américaines et russes qui pourraient apparaître excessives.

Même si la Russie considère que la Norvège ressemble à un poste avancé américain, les relations restent cordiales et Oslo est relativement respecté par Moscou (Bukkvoll, 2013). En effet, malgré cette proximité transatlantique, les dirigeants norvégiens ont quelques fois démontrés leur opposition face à certaines postures adoptées par Washington. Cet état de fait permet de renforcer le sentiment de confiance mutuelle entre Oslo et Moscou.

La politique étrangère norvégienne est très pragmatique. S'il est nécessaire de montrer que la Norvège est un acteur majeur dans le maintien de la paix mondiale (voir par exemple le protocole d'Oslo entre Israéliens et Palestiniens), les enjeux économiques peuvent parfois être tels que la volonté de vouloir dénoncer les violations des droits de l'homme peut être remplacée par une aide au développement, dans des programmes qui contribuent à « l'empowerment » des populations. Ceci permet de contribuer, d'après le gouvernement, à l'amélioration des conditions de vie dans certains pays plus autoritaires, en gardant en même temps de bonnes relations avec l'Etat ciblé.

Au-delà de l'environnement immédiat, la Norvège souhaite se construire une image de promoteur de la démocratie et de la paix mondiale. L'approche norvégienne postule que le partage des richesses et les investissements dans des pays plus autoritaires permettraient une démocratisation plus rapide et un bénéfice mutuel garanti.

La Russie apparaît également comme une cible dans ce processus de démocratisation, puisqu'un Etat démocratique serait plus fiable que le régime actuel, considéré comme autoritaire et relativement peu digne de confiance par Oslo (Bukkvoll, 2013).

- L'approche suédoise

Stockholm recourt à une approche similaire à celle de son homologue norvégien. Néanmoins, là où la Norvège souhaite apparaître en tant que *peacemaker*, la Suède préfère d'abord mettre l'accent sur sa capacité à émuler un esprit démocratique dans les Etats qui sont encore considérés comme autoritaires. Aussi, tout comme les Norvégiens, les Suédois sont en tension entre intégration internationale et souveraineté. La Suède ne fait d'ailleurs pas partie de l'OTAN.

Cette non-participation doit néanmoins être relativisée, puisque la Suède a déjà reçu un soutien logistique majeur durant la guerre froide, ce qui a été révélé suite à l'affaire de mutinerie sur la frégate soviétique *Storozhevoï* (Young, 1982, pp. 36-41). Aussi, la population suédoise s'inquiète de la montée en puissance russe, d'un point de vue militaire, ce qui pourrait permettre un rapprochement plus formalisé avec l'OTAN. Egalement, l'attitude envers Moscou oscille entre admiration – historiquement, la Suède a toujours eu un intérêt pour la Russie – et crainte militaire.

Si la Suède souhaite promouvoir le libre-échange et la démocratie, ce n'est pas uniquement dans une optique altruiste. De source diplomatique, il a été constaté que l'ouverture vers certains Etats amène à l'acceptation d'une immigration « stratégique », créant une diaspora qui pourra véhiculer une image positive de la Suède et permettra de nouvelles possibilités aux différents acteurs suédois, qu'ils soient publics ou privés. A ce titre, le gouvernement suédois n'hésite pas à soutenir et à promouvoir les intérêts industriels suédois à l'étranger. Néanmoins, il est dans l'obligation pour les sociétés suédoises de se conformer au cadre légal dans lequel elles s'implantent (Stuxberg, 2013). Le gouvernement n'hésite donc pas à se distancier des entreprises qui ne respecteraient pas les valeurs que la Suède tente de transmettre, même si, du côté de la source diplomatique citée ci-dessus, ce gouvernement aurait difficile de trop se distancier du pôle industriel, puisque la Suède est un pays extrêmement ouvert d'un point de vue économique et qu'il s'agit de maximiser les opportunités.

Les valeurs véhiculées permettent donc à la Suède de se construire une « image de marque », qui se caractérise par la doctrine du *Branding Sweden*, mélange d'innovation, de recherche et d'authenticité. L'Etat se présente comme un modèle unique et indépendant des grandes puissances, permettant par-là de renforcer ses possibilités diplomatiques. De l'image

renvoyée, l'élément caractéristique est celui de considérer que la voie suédoise est la seule bonne à suivre, sans forcément indiquer les difficultés du modèle s'il était appliqué à d'autres Etats, ce qui peut aussi amener à des situations assez complexes dans le cadre diplomatique, puisque la Suède a longtemps collaboré avec l'OTAN – et continue plus que probablement à le faire (Nilson, 2007). Ceci peut amener, à terme, à un retournement d'image plutôt négatif : au lieu d'apparaître comme bienveillante, la Suède pourrait être considérée par certains comme hautaine et prétentieuse.

- Points communs entre les deux Etats

Tant la Norvège que la Suède souhaitent apparaître comme vecteur de progrès et de stabilité dans les Etats les moins développés. Il s'agit en effet de jouer sur leur image positive afin d'ouvrir de nouveaux marchés pour leurs entreprises nationales et de tisser de nouveaux liens, plus fort, avec les populations locales... qui deviendraient dès lors consommatrices des objets symboliquement reliés au mode de vie scandinave. Ce recours à ce *soft power*, tel que décrit par Joseph Nye (2004), permet dès lors l'implantation d'acteurs économiques à l'étranger et servir certains intérêts politiques dans la région considérée. Egalement, le recours à la rhétorique du libre-marché permet à l'Etat qui initie le dialogue de bénéficier d'un avantage certain sur ses concurrents (Lorot, 1999). Ils cherchent donc tous deux à prendre une position dominante dans des régions dans lesquelles d'autres acteurs n'ont pas encore voulu – ou n'ont pas été en position de – investir de manière plus soutenue.

Nous préoccupant de la région du Grand Moyen-Orient, nous pouvons constater que la situation n'est pas nécessairement à l'avantage des Etats-Unis, surtout depuis les guerres afghanes et irakiennes et l'intervention contestée au Pakistan contre Oussama Ben Laden. Les Etats scandinaves pourraient donc être à-même d'investir dans cette région, tout en en faisant bénéficier les Etats-Unis – au moins par le fait que Russie et Chine verraient certains secteurs leur être fermés. Egalement, dans certains Etats de l'ex-URSS, les volontés impérialistes russes sont souvent mal vues, Moscou paraissant vouloir subordonner ses voisins directs afin de renforcer son propre pouvoir (Petiteville, 2011). L'arrivée d'Etats plus « neutres » pourrait donc apparaître comme un vecteur de consolidation de sociétés qui se cherchent encore ou qui souhaitent simplement éviter de s'aligner sur une des grandes puissances.

- c. « L'autre côté du miroir » : soft power et néo-impérialisme

Si les Etats scandinaves se dévoilent sous les traits des champions de la promotion de la démocratie, il faut néanmoins tempérer cette vision idéaliste avec quelques éléments plus pragmatiques.

Tout d'abord, comme nous l'avons soulevé plus haut, la Suède « investit » dans l'immigration stratégique. Autrement dit, afin d'ouvrir de nouveaux marchés, les autorités suédoises laissent plus facilement entrer une nouvelle diaspora, qui véhiculera – du moins, c'est ce qui est espéré – une image positive.

Ensuite, il est actuellement plus difficile pour un Etat d'exprimer une puissance militaire. Les coûts sont, en effet, souvent trop importants pour assurer un investissement suffisant. Il est donc plus facile de jouer la carte de la puissance économique et de laisser la puissance militaire à la seule superpuissance – autrement dit, les Etats-Unis. Les Etats scandinaves pourraient apparaître ici en tant que « *passagers clandestins* » (Paquin, 2008), laissant la charge de l'appareil militaire à d'autres Etats. Nous verrons néanmoins, dans la partie concernant le contrôle des moyens de télécommunications et d'information, que les Etats scandinaves pourraient largement compenser les engagements américains dans le domaine militaire par une collaboration dans les réseaux d'intelligence et le renseignement.

Par contre, s'agissant de combiner une image positive et une puissance commerciale, les Etats scandinaves peuvent se montrer convaincants pour influencer d'autres Etats qu'ils considèrent comme moins avancés. Ne possédant pas de force militaire conséquente mais ayant construit des économies – considérons ici le Produit Intérieur Brut par habitant – faisant partie du top mondial, fortement égalitaires et spécialisées dans l'ingénierie, et n'hésitant pas ouvertement à critiquer certaines décisions américaines qui iraient à l'encontre des idéaux affichés, les Etats scandinaves peuvent revêtir une image relativement neutre.

Malgré tout, cet idéal de neutralité n'est que théorique. Si les Etats scandinaves comptent en partie sur le soutien militaire américain (par le biais de l'OTAN pour la Norvège) ou européen (dans le cadre de l'Union Européenne pour la Suède) en cas de problème de cet ordre, l'approche diplomatique adoptée est, malgré tout, assez proche de celle dont les Etats-Unis font preuve. La Norvège et la Suède indiquent effectivement ne vouloir que ce qu'ils voudraient pour leur propre peuple : démocratie, liberté d'expression, libre-échange, respect des droits de l'homme, etc.

La comparaison avec le discours de l'administration américaine de ces dernières décennies peut donc paraître pertinente :

En 1999, George W Bush avait déclaré: « America has never been an empire. We may be the only great power in history that had the chance, and refused – preferring greatness to power and justice to glory ». En juin 2002, dans un discours tenu à West Point qui annonçait la National Security Strategy de septembre, le président Bush réaffirmait : « America has no empire to extend

or utopia to establish. We wish for others only what we wish for ourselves — safety from violence, the rewards of liberty, and the hope for a better life ».
(Guerlain, 2007, p. 10)

Dans le cas qui nous préoccupe, tant du côté norvégien que du côté suédois, les télécommunications apparaissent comme des outils qui permettent d'apporter une meilleure vie à ceux qui y recourent, le ministère suédois des affaires étrangères faisant – pour sa part – explicitement référence au printemps arabe. Cette référence est effectivement reliée aux facilités de communication fournies aux éléments contestataires dans cette région. Néanmoins, les moyens de télécommunications ne restent qu'un catalyseur de la contestation (Cléry, 2011), si aucun mouvement de contestation ne préexiste, rien ne dit que l'amélioration des moyens de communications permettraient son émergence.

A cette ouverture vers plus de démocratie, les gouvernements considèrent que cela leur donne de meilleures opportunités d'exportations vers les pays nouvellement démocratisés – ou bien avancés dans cette voie – et l'intérêt porté à la région du Grand Moyen-Orient n'est pas anodin. La « cible » économique est, en effet, plus chinoise que russe. Cette promotion des investissements porte, en partie, sur l'établissement de relations privilégiées sur ce qui pourrait être considéré comme la *nouvelle route de la soie* entre la Chine et l'Europe. Ceci permettrait d'établir de nouvelles démocraties, de stabiliser la région et d'étendre les opportunités économiques pour les firmes scandinaves dans cette partie du monde. Ce jeu apparaît, dans le chef des Suédois, comme résultant sur un apport positif pour tous les acteurs qui accepteraient d'y participer (Stuxberg, 2013). Il s'agit également, dans le cas de cette cible chinoise, de faire disparaître la tension entre nécessité économique – dans le cas scandinave – et non-respect de la liberté d'expression en Chine.

Par contre, la cible politique reste russe. Il s'agit de freiner sensiblement l'expansion économique russe dans la région afin de s'assurer un minimum de sécurité au niveau de la Baltique. La dissolution de l'URSS a fondamentalement changé la composition géopolitique dans cette région, amenant à la création d'un complexe de sécurité nouveau (Chillaud, 2008, p. 45) et recréant un ensemble de craintes en termes de sécurité, essentiellement du côté suédois.

La Russie cherche en effet à s'assurer un contrôle le plus vaste possible sur les ressources pétro-gazières du Moyen-Orient, par le contrôle des pipelines et des sociétés d'extraction. L'énergie n'est pas, pour la Russie, une « *simple matière première à vendre mais [...] un levier politique* » (Godzimirski, 2011, p. 73). Aussi, du côté diplomatique, on indique que l'image positive, retournée par les scandinaves, de « grands donateurs » contribuant au

développement démocratique et économique leur permet d'exister sur la scène internationale et leur ouvre un accès à certains marchés. Ceci devrait permettre de garantir une certaine sécurité concernant le maintien de l'intégrité territoriale et sociétale stricte au niveau de la Baltique tout en ouvrant un marché important dans des zones géographiques stratégiques. S'agissant de la sécurité de la Scandinavie, nous pourrions nous référer à l'idée de Philippe RATTE, indiquant qu'une « nation qui accepte de concourir à la sécurité du monde doit se sentir elle-même abritée de toute menace » (Ratte, 1999, p. 26)... sécurité qui peut parfois être menacée, concrètement, par la Russie comme cela l'a été observé très récemment (TheLocal.se, 2013).

Dans cette critique de la rhétorique scandinave, nous pouvons également retourner l'argument idéaliste. L'idée d'afficher une certaine image de promoteur de la paix mondiale peut aisément être tempérée par le fait que « *le pacifisme libéral cache des rapports d'hégémonie occultés par l'idée de l'universel* » (Fontanel, 2005, p. 604). Autrement dit, malgré la volonté affichée de pacifier la région du Grand Moyen-Orient et d'y contribuer à l'avènement d'une société démocratique, la structuration des interactions diplomatiques renvoie à la création d'une relation hégémonique, dans laquelle l'Etat récipiendaire serait soumis aux aléas politiques émanant d'un Etat tiers – au moins partiellement, nous considérerons ici l'aspect télécommunications et liberté d'expression. Ceci signifie que les Etats ciblés par l'aide au développement et les investissements industriels sous-jacents se retrouvent sous l'influence informelle des Etats scandinaves, malgré la bonne volonté affichée par ces derniers.

d. Entre idéalisme et pragmatisme

Par le biais de cet aperçu de l'approche scandinave au Moyen-Orient, nous pouvons constater que cet investissement – tant en relations diplomatiques que financières – recouvre de nombreux objectifs spatialement et techniquement distincts. Il s'agit à la fois de garantir la sécurité directe de la Scandinavie, en empêchant la Russie d'augmenter ses recettes et – indirectement – ses ressources militaires, et d'être parmi les premiers à ouvrir de nouveaux marchés dans cette région, amenant dans les faits à l'établissement d'un contrôle informel de certaines décisions politiques.

Il s'agit donc de promouvoir la démocratie dans des Etats encore faibles, pour intensifier les relations diplomatiques et commerciales, et finalement de s'assurer d'un soutien international face à un voisin russe potentiellement agressif. Aussi, par les transferts de capitaux, les gouvernements scandinaves peuvent plus facilement financer leurs politiques sociales – surtout pour le gouvernement suédois qui ne peut compter sur une rente pétrolière – et pérenniser leur action politique nationale.

La résultante de l'action initiale a, par conséquent, de nombreuses facettes et les enjeux dépassent largement le cadre du Grand Moyen-Orient en tant que tel. L'investissement par les réseaux de télécommunications de ces régions n'est d'ailleurs pas anodin. Les deux gouvernements scandinaves ont d'ailleurs bien compris que l'information devient un bien de première nécessité dans un monde qui tend à la globalisation et dans lequel une action locale peut avoir des répercussions mondiales. L'obtention de l'information devient donc un outil politique, permettant de s'adapter à un environnement volatile. Ce raisonnement voit sa validité étendue par le fait que le Grand Moyen-Orient est traversé par de nombreuses tensions interétatiques, interethniques ou interconfessionnelles, tout en étant une région extrêmement riche en ressources naturelles et au carrefour de plusieurs continents. Parvenir à contrôler une partie de cet environnement donnerait donc un poids certain aux actions entreprises par les Scandinaves dans la région, et même au-delà, puisqu'il serait difficile de se passer de leurs avis dans une partie croissante de la gestion des affaires diplomatiques.

Maintenant que les intérêts scandinaves directs et indirects sont identifiés, nous pouvons donc nous intéresser aux intérêts américains dans le Grand Moyen-Orient et aux éventuels bénéfices qui pourraient être éventuellement apportés par les investissements scandinaves dans cette région spécifique.

2. Les Etats-Unis, le Grand Moyen-Orient et la Scandinavie

Si le Moyen-Orient a toujours été considéré comme une région capitale d'un point de vue stratégique, de par sa position centrale sur ce que Zbigniew Brzezinski appelle « l'échiquier eurasien » (1997, p. 56). Cette dimension s'est par ailleurs retrouvée renforcée dans la période qui a suivi les attentats du 11 septembre 2001.

Dès la fin du 19^{ème} siècle, les grandes puissances se sont intéressées au contrôle de cette région, que ce soit la Russie tsariste, la Grande-Bretagne ou la France. La recomposition du système international après la deuxième guerre mondiale a substitué un système de balancier bipolaire entre le bloc soviétique et les Etats-Unis, à la concurrence impérialiste des grandes puissances traditionnelles.

Nous commencerons donc par aborder la stratégie élaborée – durant la guerre froide d'une part et actuellement d'autre part – par le gouvernement américain en ce qui concerne la région du Grand Moyen-Orient, avant d'en analyser les causes et conséquences. Nous aborderons également la critique établie par Joseph Nye, ce qui nous permettra également d'observer les éventuels changements dans la posture adoptée par l'administration Obama à l'égard des Etats de la région. Nous pourrions alors observer les quelques nuances qui ont été apportées récemment dans la rhétorique adoptée dans la définition des stratégies et moyens de communications à l'égard des Etats concernés.

Nous conclurons ce chapitre par une étude succincte des relations ambiguës que les Etats scandinaves entretiennent avec la puissance américaine, puisque la Norvège et la Suède ont adopté une position de neutralité (très) relative.

a. Les Etats-Unis et le Moyen-Orient avant le 11 septembre 2001

Durant la guerre froide, le Moyen-Orient est devenue une région centrale dans les politiques de containment américaines. Ne pouvant affronter le bloc sino-soviétique directement, ne fût-ce que par la potentielle menace d'une guerre nucléaire, les Etats-Unis ont essayé d'influencer ou de contrôler indirectement un certains nombres d'Etats du Grand Moyen-Orient. Ceci a amené à une grande instabilité dans les parties périphériques du continent eurasiatique (Brzezinski, 1997).

Si la tentation était grande de laisser l'Angleterre s'occuper de la gestion des différentes crises qui ont traversé le Moyen-Orient, il s'est avéré que la deuxième guerre mondiale avait annihilé la plupart des moyens à disposition de l'Empire anglais. Le souffle de la décolonisation traversant la région, les Etats-Unis durent se résoudre à intervenir d'eux-mêmes, afin d'éviter l'extension de la sphère d'influence soviétique.

Afin de contrer la potentielle avancée de l'URSS, Washington a pu bénéficier d'une tête de pont avec l'Etat d'Israël et l'Iran. Si le premier a dû se faire une place dans un environnement hostile, les Etats-Unis n'ont pas vu arriver la vague de revendications religieuses et indépendantiste dans les terres du Shah. Néanmoins, cette perte stratégique a été partiellement comblée par le rapprochement avec l'Egypte et l'Arabie Saoudite. Dès 1979, les Etats-Unis ont compté essentiellement sur ces 3 pays dans le but d'étendre leur influence et d'essayer de stabiliser la région, tout en y gardant un certain pouvoir (Allin & Simon, 2010, pp. 76-82). L'invasion soviétique de l'Afghanistan amènera d'ailleurs à un renforcement de la présence militaire américaine dans le Golfe Persique et les Etats-Unis contribuèrent à armer la résistance locale (Brzezinski, 1997).

Par ailleurs, afin d'anticiper les actions du bloc communiste, les Etats-Unis ont adopté le *National Security Act* en 1947, jetant les bases de ce qui allait devenir la CIA (*Central Intelligence Agency*). Tout au long de cette période, l'agence sera un acteur de grande importance, en jouant un rôle d'information dans de nombreux conflits localisés dans cette région, essentiellement par l'estimation des forces et intentions des troupes soviétiques (Lowenthal, 2012, pp. 252-258).

Avec la fin de la guerre froide, la dissolution du bloc communiste a laissé un Moyen-Orient relativement désorganisé au niveau politique. Ceci a laissé un monde unipolaire, les Etats-Unis étant devenus la seule grande puissance. L'interrogation était alors de savoir ce qui allait se passer, qu'allait devenir l'influence russe ? Qu'allaient faire les puissances régionales (Turquie, notamment) ? Comment évolueraient les Etats de la région maintenant que la menace au Nord avait quasiment disparu ?

Si Brzezinski se pose ces questions en 1997 dans *Le Grand Echiquier*, elles seront encore sans réponse claire avant les attentats du 11 septembre 2001, attentats qui signifiaient au gouvernement américain qu'il n'était plus intouchable. Ceci a débouché sur une réflexion concernant les moyens, les méthodes et les flux du circuit des services d'intelligence (Lowenthal, 2012, pp. 140-141). Dans un deuxième temps, la réflexion s'est intéressée à la recherche des moyens d'action au Moyen-Orient afin d'endiguer un problème qui risquait de devenir récurrent et qui pouvait potentiellement menacer, de manière durable, la stabilité interne des Etats-Unis.

b. La période post-11 Septembre

Si les attentats du 11 septembre 2001 ont clairement indiqué que les Etats-Unis n'étaient pas intouchables, ils ont également été une sorte de condamnation de la tendance unilatérale que l'administration Bush avait commencé à mettre en place. La fin de l'URSS avait en effet joué

un rôle prépondérant dans la tenue de propos péremptoirs, insinuant que le 21^{ème} siècle serait encore et exclusivement un siècle « américain » (Brzezinski, 2012).

Si l'intervention en Afghanistan n'avait pas été rejetée par les alliés des Etats-Unis, le déroulement des opérations concernant l'Irak, deux ans plus tard, a soulevé bien plus de contestation du côté européen, amenant de fait à des dissensions à l'intérieur même de l'Union Européenne (Bauchard, 2007).

Et la contestation a été encore plus vive en Irak même, ravivant l'activité terroriste dans la région et créant encore plus d'instabilité – l'inverse de l'effet désiré. Au final, les Talibans se sont retrouvés à la frontière pakistanaise – avec le concours des services secrets pakistanais (Lowenthal, 2012) – et les insurgés irakiens se sont disséminés proches des frontières également. Les risques locaux sont donc devenus transnationaux et la structuration de ces groupements – moyens de communication détournés, hiérarchisation floue – fait qu'il est plus difficile de les localiser, la « *signature visible des terroristes est bien plus faible que celle de l'Union Soviétique ou que de n'importe quel autre Etat-Nation* » (Lowenthal, 2012, p. 279)¹.

A côté des interventions militaires en Afghanistan et en Irak, un des autres problèmes majeurs que les Américains ont eu – et ont toujours – à traiter concerne le dossier nucléaire iranien, autre facteur d'instabilité et enjeu majeur dans la région. Ce sont d'ailleurs les risques liés au programme nucléaire iranien qui ont contribué, indirectement, à l'intervention américaine contre Saddam Hussein en 2003 (Allin & Simon, 2010).

Le dossier du nucléaire iranien est donc un enjeu de taille pour les Américains. Si les deux Etats ont de nombreuses divergences, dont l'origine remonte à la crise des otages de 1979 lors de la révolution islamique, Washington voit son implication accrue par la présence d'un pivot-géopolitique de premier plan : l'Etat d'Israël. Tel-Aviv, afin de s'assurer un minimum de sécurité, agit de sorte qu'un problème régional – la remise en question de l'équilibre des forces par l'Iran – devienne un problème de sécurité global. Les Etats-Unis apparaissent donc ici comme arbitres dans un *Regional Security Complex*, puisqu'ils ont une « présence durable et active de forces militaires importantes, [une] volonté de maintenir la sécurité et [un] engagement appliqué et réel à long terme dans les questions sécuritaires » (Lake & Morgan, 1997, p. 30). Washington apparaît donc comme un acteur incontournable dans la région, de par son implication en Irak et en Afghanistan, et de par son alliance stratégique avec Tel-Aviv.

¹ « *Thus, the visible signature of terrorists is much smaller than that of the Soviet Union or any other nation-state.* »

D'un autre côté, plus important encore, cette question soulève la problématique de la prolifération nucléaire. Il s'est avéré que l'organisation qui avait fourni les plans d'une arme atomique à Téhéran n'était autre que celle d'Abdul Qadeer Khan, ingénieur revendiquant la paternité de la bombe nucléaire pakistanaise. La problématique a donc pris une dimension transnationale – les plans avaient été initialement établis en Chine (Delpech, 2007, p. 51) – et pourrait faire craindre un transfert de technologie vers des groupes plus radicaux encore tels que le Hamas ou le Hezbollah, puisque l'Iran agit comme soutien à de nombreux groupes terroristes et essaie d'influencer le gouvernement chiite récemment établi en Irak. Par ailleurs, l'Iran – au même titre que la Turquie ou que le Pakistan – participe à l'Organisation de Coopération Economique, regroupant les anciennes républiques soviétiques à majorité musulmane, à savoir l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et le Turkménistan (Ismailov & Papava, 2008, p. 31).

Les implications de ce programme nucléaire iranien démontrent la difficulté qu'ont les Etats-Unis à contrôler – ou au moins à stabiliser – cette région du monde et l'Iran démontre également qu'il est actuellement un acteur incontournable pour les Etats qui veulent s'investir au Moyen-Orient de manière durable.

La conduite des opérations dans la région par Washington a amené à « *cumulativement augmenter l'animosité publique contre les Etats-Unis au Moyen-Orient, renforcer le standing régional de l'Iran [...]* » (Brzezinski, 2012, p. 66)². Le recours – unilatéral – à la puissance militaire pure, l'intervention directe au Pakistan pour neutraliser Oussama Ben Laden, la mauvaise interprétation des informations fournies par les agences de renseignement et l'ignorance des tensions locales avant les différentes interventions ont donc négativement impacté les effets de la politique envisagée par les Américains à l'égard du Moyen-Orient. Par ailleurs, la concurrence affichée par l'Iran et la vive opposition affichée à l'égard de Téhéran par les Américains ont également raboté les marges de manœuvre possibles dans la région.

Washington s'est donc retrouvé relativement isolé dans les différentes réponses apportées aux différents défis qui se sont posés, son image s'étant détériorée, tant au Moyen-Orient qu'en Europe, par les aspirations unilatéralistes affichées dans la période post-11 septembre.

Il s'agit donc maintenant de recréer une image positive dans la région afin de récupérer un minimum d'influence. Ceci peut s'illustrer par la non-intervention unilatérale dans les différentes révolutions qui traversent encore actuellement les Etats du Grand Moyen-Orient et

² « *Cumulatively, these actions heightened public animus toward the United States in the Middle East, enhanced Iran's regional standing [...]* »

un recours sensiblement plus important à des organisations multilatérales – voyons en ce sens la position adoptée par les Etats-Unis dans le dossier libyen.

Par ailleurs, les Etats du Moyen-Orient proches des Etats-Unis mettent en doute la capacité de ces derniers à intervenir en cas de conflit majeur. Se basant sur la non-réaction américaine après le torpillage d'un bâtiment de guerre sud-coréen par la Corée du Nord, certains pensent que ce type d'inaction pourrait également se produire en cas de situation similaire dans le Golfe Persique (Lin, 2013).

c. Enjeux géostratégiques : au-delà de la lutte contre le terrorisme

Si la région de Grand Moyen-Orient est un enjeu en termes de sécurité nationale interne pour Washington, de par la montée des extrémismes religieux, le ressentiment à l'encontre des Etats-Unis et l'internationalisation du terrorisme, elle est également de toute première importance en termes géostratégiques. Nous sommes, en effet, à la jonction de plusieurs continents, offrant donc diverses possibilités aux Etats qui peuvent influencer de manière décisive le comportement des différents acteurs régionaux. La région est également riche en matières premières, que ce soit au niveau pétrolier qu'au niveau des matériaux plus rares (matières fissiles, métaux précieux).

Dans le but de profiter de ces ressources, d'essayer d'étendre l'emprise qu'ils ont sur leur environnement immédiat et profitant de l'opportunité offerte par le déclin affiché de l'influence américaine, les Russes tentent de recréer leur sphère d'influence sur les anciennes républiques soviétiques alors que la Chine cherche à recréer la *nouvelle route de la soie*. Dans le cas de Pékin, la vision est relativement cyclique : les ressources leur permettront de produire, tout en enrichissant suffisamment le pays visé pour que ce dernier consomme les produits chinois (Lin, 2013). Il s'agit donc, pour les Chinois, de créer un système d'échanges commerciaux qui leur permettrait, si nécessaire, de supporter un éventuel tassement des marchés européens et américains, diminuant donc leur dépendance économique à l'égard de l'Ouest.

De même, la Turquie tente d'étendre son influence vers la Mer Caspienne pendant que l'Iran essaie de s'imposer tant dans le Caucase que dans les anciennes républiques soviétiques du Turkménistan, du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan (Brzezinski, 1997, p. 181).

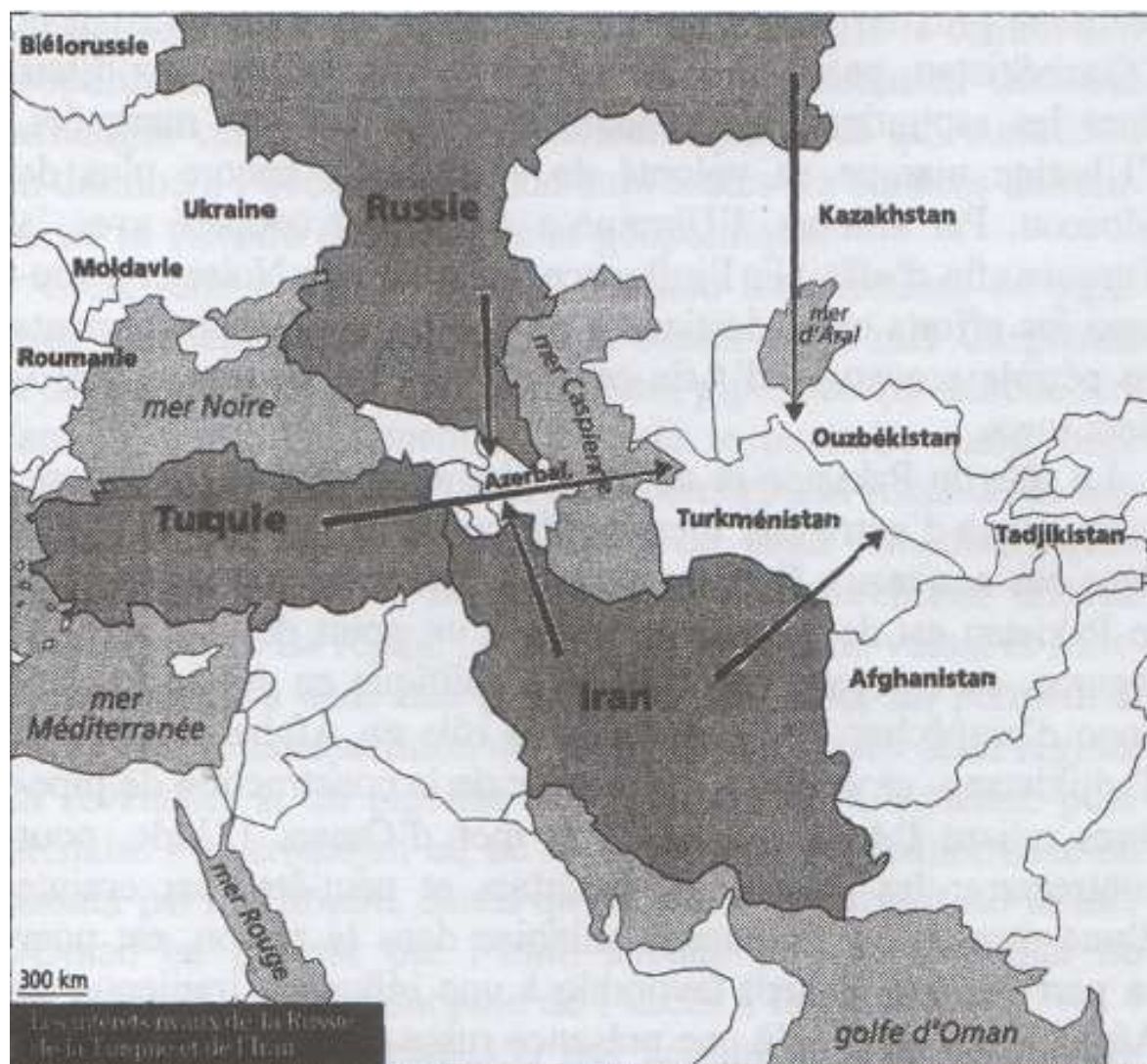


Figure 3 – Poussées géopolitiques au Moyen-Orient (Brzezinski, 1997, p. 181)

Même si l'intuition de Brzezinski a été établie il y a plus de 15 ans, force est de constater que le raisonnement reste néanmoins toujours pertinent ; comme nous pourrions le voir dans la suite de nos considérations.

Par ailleurs, la plupart des anciennes républiques soviétiques cherche, de manière générale, à éviter de retomber sous une influence russe exclusive. Dans cette perspective, de nombreux Etats cherchent une intégration plus régionale, afin de maximiser les opportunités offertes par leurs ressources et leur localisation géographique.

Les exemples sont nombreux. Nous pourrions notamment citer celui du Kazakhstan, qui tente d'éviter, tant que faire se peut, de faire transiter par la Russie le pétrole qu'il exporte, préférant faire transiter par la Mer Caspienne – en passant par le Turkménistan et l'Azerbaïdjan pour rejoindre la Turquie et l'Union Européenne –, et fournir directement la Chine par la frontière que l'Etat a en commun avec la région chinoise du Xinjiang.

S'agissant des Etats-Unis, il sera donc nécessaire pour eux de reconstruire une image positive. Le déclin du *hard power* américain ressenti par certains Etats du Moyen-Orient n'est pas compensé par une meilleure image « idéologique ». C'est-à-dire que si les Américains ne peuvent plus se permettre d'imposer leurs objectifs par la force, ils ne peuvent pas non plus les promouvoir par l'image d'une Amérique bienveillante. Hors, la région étant fortement instable, ceci pourrait profiter à des adversaires qui pourraient s'avérer redoutables sur le long terme.

La Russie, tout d'abord, envisage toujours sa fonction sur la scène internationale en tant qu'empire. Moscou dispose d'ailleurs de nombreuses ressources et d'une technologie qui – si elle n'est pas encore aussi évoluée que celle dont dispose Washington – peut se révéler extrêmement efficace. Un accès facilité aux mers chaudes pourrait donc mettre en péril la puissance maritime américaine et pourrait faire décoller plus rapidement l'économie russe. Le risque final est que, sans se préoccuper de ce que pourrait faire la Chine, la situation de la guerre froide risque de se reproduire.

Quant à Pékin, la création d'une nouvelle route de la soie et son expansion économique pourraient mettre à mal la prééminence américaine. Bénéficiant de grandes ressources financières et comblant progressivement ses lacunes technologiques, la Chine pourrait devenir la grande puissance dirigeant indirectement les Etats du Moyen-Orient.

L'accès aux ressources lui permettrait aussi de produire plus tout en trouvant de nouveaux débouchés commerciaux, les Etats-Unis perdraient alors une opportunité sérieuse de maintenir son statut de superpuissance. D'ailleurs, les positions adoptées par la Chine sont bien souvent plus pragmatiques, puisque là où les Etats-Unis adoptent des régimes de sanctions unilatéraux – notamment à l'égard de l'Iran et de la Libye avant l'an 2000 (Lorot, 1999) –, Pékin n'hésite pas à investir dans les Etats qui sont frappés par ces sanctions afin d'en retirer un bénéfice à long terme, notamment en Iran.

La Chine pourrait donc avoir un avantage comparatif fort dans le cas où Washington chercherait à reprendre pied, de manière durable, dans la région. Il s'agira donc pour les Américains d'établir une stratégie à long terme et d'essayer de trouver des synergies avec de potentiels alliés naturels.

d. Etats-Unis et Scandinaves au Moyen-Orient : synergies opérationnelles et aspirationnelles

Si les Etats-Unis ne peuvent compter sur leur *soft power* afin d'influencer les événements au Moyen-Orient, d'autres Etats peuvent potentiellement servir d'intermédiaires fiables dans le rapprochement de la région avec l'Occident.

Nous avons, en effet, pu observer précédemment une proximité sémantique évidente entre les discours scandinaves et les discours américains. Tous deux promeuvent un idéal démocratique en général, et au Moyen-Orient en particulier. Si ce point commun est évident, d'autres similarités de vues sont potentiellement identifiables.

- Par rapport à la Russie

Que ce soit en Scandinavie ou à Washington, la potentielle montée en puissance de Moscou fait craindre un retour à des aspirations impérialistes. Néanmoins, si les Etats scandinaves ne peuvent compter sur une armée vaste et puissante – quoique bien équipée néanmoins –, ils bénéficient d'une image extrêmement positive sur la scène internationale, même au Moyen-Orient. A contrario, les Etats-Unis se retrouvent dans une situation inverse. Ils bénéficient de l'armée la mieux équipée et – sans doute – la mieux entraînée au monde, mais souffrent, depuis la fin de la guerre froide, d'un relatif déficit d'image sur la scène internationale, essentiellement dû à un recours unilatéral à la force qui a été très souvent mal perçu. « *Le spectre de l'isolationnisme américain [...] durant la guerre froide a été remplacé par celui de l'unilatéralisme américain* » (Nye, 2002, p. 35)³.

Il est à noter que la Norvège abrite un site *SIGINT* (signal intelligence) américain à Vardo (Lowenthal, 2012, p. 363) et que la Suède dispose toujours d'un équipement américain conséquent pour l'observation des mouvements dans la Mer Baltique.

Les trois Etats semblent donc sur une ligne relativement commune lorsqu'il s'agit de traiter de sujets liés à la sécurité nationale face à la Russie.

- Par rapport à la Chine

Par ailleurs, de nombreux doutes se portent également sur la Chine, qui est l'antithèse des valeurs démocratiques promues par les Scandinaves et les Américains. Si tous s'accordent pour dire que la sécurité numérique est importante, ceci ne peut se faire au détriment de la liberté d'expression individuelle. La Suède apparaît d'ailleurs comme promotrice de la démocratie sur Internet, indiquant que les droits doivent être les mêmes *online* et *offline*. C'est à ce titre que la Suède communique en ce sens, régulièrement, à l'encontre de la Chine (Stuxberg, 2013).

Concernant les investissements chinois dans des secteurs de haute technologie, certains responsables suédois comprennent que les Etats-Unis puissent empêcher certaines fusions ou certains rachats, comme ce fût notamment le cas dans le dossier Saab – General Motors – Geely, conduisant à la faillite et à la disparition du constructeur automobile suédois. Si nous

³ « *The specter of U.S. isolationism [...] during the Cold War has been replaced by the specter of U.S. unilateralism* »

ne pouvons pas en tirer une ligne de conduite générale, il est un fait que tant les Scandinaves que les Américains entretiennent une tradition de libre-marché à laquelle les Chinois devraient se conformer. Cela sous-tend que, si Pékin veut étendre ses possibilités économiques et industrielles, il faut que la Chine s'adapte au cadre prédéfini et se conforme aux règles établies en matière de concurrence, de fusion-acquisition et respecte également le droit lié aux brevets.

Les possibilités de coopération en matière de commerce extérieur et de sécurité industrielle semblent donc être plausible, au moins jusqu'à un certain degré.

- Considérations générales

Nous pourrions pour ce faire nous référer à une loi économique, celle des avantages comparatifs qui postule que « *Etant donné que les coûts d'opportunité de divers biens diffèrent entre deux pays, tous deux peuvent tirer un gain de l'échange mutuel s'ils se spécialisent dans la production (et l'exportation) des biens ayant des coûts d'opportunité relativement bas comparativement à ceux de l'autre pays* » (Sloman, 2008, p. 661). Concrètement, cette approche pourrait nous renseigner sur l'avantage comparatif qui pourrait apparaître entre les Etats Scandinaves et les Etats-Unis. Comme nous l'avons vu précédemment, que ce soit la Norvège ou la Suède, l'aspect militaire est assez limité.

Il pourrait donc être tentant de trouver un terrain d'entente afin de s'assurer d'un bénéfice mutuel, créant de facto une situation similaire à celle de la guerre froide, la sécurité de la Scandinavie leur étant assurée en partie de par leur participation aux missions de renseignements au bénéfice du bloc occidental. La coopération – scandinave, dans le cas qui nous préoccupe – dans le domaine des télécommunications pourrait donc être envisagée (White House, 2011, p. 12).

Il serait donc souhaitable pour les Etats-Unis que les Scandinaves recourent à leur *soft power*, l'image positive qu'ils retournent sur la scène internationale, afin d'investir là où les entreprises américaines ne peuvent s'implanter aisément ; Washington pouvant alors potentiellement proposer de garantir l'indépendance des Etats scandinaves vis-à-vis de leur grand voisin russe.

Concernant les aspirations scandinaves en termes économiques, l'investissement dans les réseaux de télécommunications au Moyen-Orient pourrait être un catalyseur du succès à l'exportation industrielle pour d'autres sociétés scandinaves, agissant dans d'autres secteurs, pouvant profiter d'un réseau de communication et de télécommunication efficace et de relations industrielles locales préétablis (Daguzan, 1999).

Par ailleurs, ces réseaux ainsi constitués pourraient servir à l'analyse stratégique et d'outil nécessaire à la collection « d'intelligence économique », et un bénéfice indirect serait visible tant pour les entreprises américaines que pour leurs contreparties scandinaves, qui pourraient dès lors mieux estimer leurs chances sur certains marchés.

- Améliorer l'image américaine en Scandinavie et au Moyen-Orient

Afin de renforcer l'image américaine auprès de la population scandinave et les liens tissés avec le gouvernement local, l'ambassade des Etats-Unis à Stockholm – notamment – a massivement recouru aux réseaux sociaux. Nous pouvons observer, sur la page Facebook de l'ambassade par exemple, que l'ambassadeur Mark Brzezinski essaie de toucher un maximum de personnes, par les actions et visites qu'il entreprend, tant dans de grandes entreprises que directement auprès de la population suédoise (US Embassy Sweden, 2013). Ce type d'activité pourrait apparaître comme une activité proche du lobbying à l'égard de la population suédoise, montrant explicitement l'intérêt que les Américains peuvent avoir pour la Scandinavie et ses traditions.

De manière similaire, Washington tente de joindre les populations du Moyen-Orient en recourant aux technologies relatives à Internet – réseaux sociaux, ambassades virtuelles – et aux communications satellitaires – essentiellement par le biais de la télévision –, afin de toucher le plus grand nombre et d'impacter l'imaginaire des populations locales, sans nécessairement devoir adopter une ligne qui pourrait apparaître intolérable pour les citoyens des pays visés par ces opérations de « subversion ». Il apparaît que l'effet positif espéré se concrétise graduellement, un impact tangible ayant été observé, en Iran notamment (Committee on Foreign Relations, 2012, pp. 20-21).

Nous voyons d'ailleurs une démarche plus générale dans le chef de l'administration Obama. Il s'agit pour les Etats-Unis de mobiliser les alliés les plus crédibles afin de renforcer le discours de Washington et d'en dériver une nouvelle source de légitimité en politique étrangère. Il est donc extrêmement important pour les Etats-Unis d'établir un dialogue favorable et efficace avec ses partenaires potentiels en restaurant une image positive (Gutman, 2013).

Par ailleurs, la perte de la Scandinavie pourrait avoir un impact certain sur la situation géostratégique de l'Union Européenne et, par conséquent, des Etats-Unis. En cas de perte d'influence, cela laisserait l'opportunité à Moscou d'avoir un accès plus direct à l'Océan Atlantique, un lien privilégié avec les ressources minières situées au nord de la Suède et un meilleur accès encore aux ressources situées dans le Cercle Polaire Arctique. Il faut donc que Washington parvienne à mobiliser la crédibilité scandinave afin de s'assurer d'un certain contrôle sur des régions qui lui seraient inaccessibles.

La perte d'influence sur les Etats scandinaves au bénéfice de Moscou serait donc difficilement tenable à long terme pour Washington, qui serait dès lors assuré d'avoir un concurrent sérieux dans la course à l'hégémonie, un nouvel « empire soviétique » se présenterait à nouveau en face des Etats-Unis, actuellement en déclin relatif.

e. Les Etats-Unis en changement, du « gendarme du monde » au « bon exemple »

▪ Le difficile tournant du millénaire

Nous avons pu observer que les Etats-Unis ont actuellement un déficit d'image, entamant par la même les opportunités offertes par le *soft power*. Recourant encore à l'utilisation de la puissance militaire bien après la dissolution de l'URSS, les Etats-Unis semblent avoir raté une opportunité de concrétiser leur volonté hégémonique de manière plus durable. Si la rhétorique et les sanctions adoptées durant les années 1990 avaient permis de contenir les Etats considérés par Washington comme « voyous », cela n'a pas empêché une autre forme de contestation, moins visible et sans doute plus terrible encore, de se lever contre l'unilatéralisme américain alors en vigueur.

Capitalisant sur la victoire contre le communisme, un certain triomphalisme animait la présidence américaine jusqu'à il y a peu, Clinton indiquant que les Etats-Unis étaient indispensables à la bonne marche du monde, G.W. Bush rajoutant même que son pays était destiné par Dieu à devenir le modèle pour le monde entier (Brzezinski, 2012, p. 44). Malgré ces discours, la puissance militaire était encore considérée comme le moyen le plus important pour imposer ses vues. Les Etats-Unis étaient insurpassables dans ce domaine et Washington semblait penser que ce seul paramètre était suffisant pour s'imposer à tous en tant que leader. Les attentats du 11 septembre 2001 ont fait émerger une nouvelle source de danger pour les Etats-Unis. L'agression n'émanait pas d'un autre Etat en tant que tel mais d'un groupe terroriste transnational, rassemblé autour de la thématique de l'imposition de l'Islam et du rejet d'une certaine tutelle américaine. La réaction première était celle d'un Etat encore enfermé dans les discours liés à la guerre froide, souhaitant relier certains Etats – faisant partie de ce que Georges W. Bush a qualifié « d'axe du mal », regroupant maladroitement la Corée du Nord et les antagonistes iraniens et irakiens – à l'attaque qu'il avait subi. Hors, le mode d'action n'était pas celui d'un affrontement d'Etat à Etat mais d'individus vers « *l'unité de base de la société – le citoyen* » (Di Rienzo & David, 2006, p. 380), recourant à l'exercice d'une puissance armée de manière illégitime.

La difficulté de traitement politique du phénomène relève en partie de la racine religieuse de la contestation. Les Etats-Unis ne peuvent agir sur cette base sans mettre à mal leur image

d'Etat démocratique à l'extérieur et sans soulever l'indignation d'une partie de sa population sur la scène politique nationale (Lowenthal, 2012, p. 278).

Malgré ce changement d'adversaire, la logique qui a prévalu se rapprochait de l'impérialisme territorial dans le ressenti des populations locales.

L'administration Bush n'a, en effet, que peu hésité à se lancer dans une guerre de longue haleine tant en Afghanistan qu'en Irak, tentant de changer par là-même la nature des régimes attaqués. Par ailleurs, les arguments avancés par Washington n'ont généralement pas convaincu, les justifications de l'intervention en Irak ont souvent été remises en cause et la réponse apportée à la problématique terroriste présentait « *un risque de créer une méfiance nouvelle et de long terme entre les nations* » (Di Rienzo & David, 2006, p. 383).

- De la puissance militaire au réalisme psychologique

Dès avant son élection à la présidence américaine, Barack Obama envisageait d'adopter une posture plus conciliante à l'égard des revendications qui traversaient le Moyen-Orient. Il s'agissait de résoudre – enfin – le conflit israélo-palestinien, de rétablir le contact avec l'Iran, de consolider l'Irak et l'Afghanistan, etc.

Il était évident qu'après tant d'années passées en zone de conflit, les forces armées américaines ne pouvaient se permettre, humainement et techniquement, quelque autre conflit de longue haleine que ce soit. Il s'agissait donc, pour les Etats-Unis, d'essayer de se sortir des conflits de manière efficace et en remplissant le plus d'objectifs possibles, tant pour des raisons d'images extérieures que de confiance intérieure.

Afin de rassurer les interlocuteurs locaux, le nouveau président a pris une posture moins idéaliste que celle des néoconservateurs de l'administration Bush. L'attitude alors adoptée se rapproche du *réalisme psychologique*, qui implique que les Etats-Unis ont certes des intérêts disséminés partout dans le monde mais que la défense de ceux-ci n'implique pas de devoir imposer la vision de l'idéal américain (Allin & Simon, 2010). Il s'agit de montrer explicitement que l'idée de « l'exceptionnalisme » peut s'appliquer à d'autres Etats que les Etats-Unis, chacun ayant une histoire, une culture et des ambitions propres que Washington ne peut, en définitive, entièrement contrôler.

Désormais, le recours aux méthodes multilatérales serait donc privilégié. Ce changement de cap dans la tenue de la politique étrangère américaine s'est matérialisé à de nombreuses reprises. Que ce soit au niveau exécutif ou au niveau législatif, il semble que les Etats-Unis sentent qu'ils ne peuvent agir seuls sur la scène internationale, que ce soit pour des actions sur le terrain que dans le cadre d'éventuelles sanctions – l'exemple de la position adoptée face à l'Iran est, notamment, révélateur de ce changement dans les pratiques internationales

(Committee on Foreign Relations, 2012, pp. 28-30). Washington a, désormais, indiqué que les actions unilatérales n'avaient que peu de sens si les alliés des Etats-Unis ne voyaient ni les raisons, ni les opportunités d'une voie dictée depuis la capitale américaine.

Une des rares exceptions à cette idée de multilatéralisme sera rencontrée lors de l'opération visant à l'élimination d'Oussama Ben Laden au Pakistan, l'opération se devait d'être préparée dans le plus grand secret et était, par nature, mise en place dans un territoire relativement hostile, dans un Etat qui remet en cause l'influence américaine dans la région.

Ce changement de positionnement a, à de nombreux égards, pour ambition de rétablir un certain *soft power*. Si les Etats-Unis se présentent à nouveau comme tolérants à l'égard du reste du monde, si ils souhaitent s'afficher en tant que respectueux des traditions et aspirations d'autres peuples, cela devrait leur permettre de rétablir une influence positive sur les Etats avec lesquels ils souhaiteraient collaborer.

Néanmoins, s'agissant du Moyen-Orient, ce changement lexical ne peut occulter l'importance qu'a la région aux yeux de Washington. Entre les ambitions nucléaires iraniennes, la résilience des mouvements terroristes, la problématique israélo-palestinienne et les aspirations tant en Chine qu'en Russie, les Etats-Unis sont presque forcés de devoir s'adapter à un nouvel environnement dans lequel le recours à la force militaire unilatérale ne peut plus tout. Joseph Nye montre d'ailleurs que Washington devra nécessairement compter sur – et composer avec – ses alliés pour tout ce qui touche à sa politique étrangère, car la « *distribution de la puissance au XXI^{ème} siècle [fait] qu'il y a de plus en plus de choses qui échappent au contrôle, même de la plus grande puissance* » (2002, p. 40)⁴. A fortiori, les Etats-Unis n'ont eu que peu d'occasions de contrôler ce qui se passait au Moyen-Orient durant ces vingt dernières années, et les opportunités d'action semblent encore relativement limitées.

- Les défis géopolitiques et l'impossibilité pratique d'agir seul

Le principal attrait stratégique du Moyen-Orient, au-delà des aspects économiques et antiterroristes, est à retrouver dans les théories de Nicholas Spykman et Sir Halford Mackinder. S'agissant d'une opposition classique entre les Etats-Unis et la Russie, il est nécessaire de contrer les ambitions russes sur ce qu'ils considèrent en tant que Rimland. La domination de ce Rimland par la puissance terrestre – l'URSS puis la Russie post-soviétique – amènerait à l'émergence d'un concurrent géopolitique fort, plus que probablement capable de contester la suprématie de la puissance maritime – américaine (Gray, 1988).

⁴ « *[The bad news for Americans] in this more complex distribution of power in the twenty-first century is that there are more and more things outside the control of even the most powerful state.* »

Si ces considérations étaient valides durant la période de la guerre froide, elles n'en restent pas moins pertinentes à l'heure actuelle. La Russie moderne cherche toujours à s'assurer un certain contrôle sur le Rimland, que ce soit par la gestion du maillage de pipelines qui traversent la région ou par une tutelle politique plus marquée – ce qui a pu être observé durant le conflit entre Moscou et Tbilissi concernant l'Ossétie du Sud.

Tant la Russie que les Etats-Unis tendent à reproduire le schéma de confrontation qui était en vigueur durant la guerre froide.

Néanmoins, une autre puissance s'est révélée dans le Rimland même, amputant cette zone de sa partie orientale et empêchant de fait tant la Russie que les Etats-Unis de contrôler, ne fût-ce qu'indirectement, l'ensemble de cette périphérie. La Chine se présente en effet comme un challenger bien plus crédible qu'il ne le semblait au début des années 1990, liant des liens directs avec l'environnement du Moyen-Orient afin de s'assurer l'accès à de nombreuses ressources nécessaires à son expansion économique.



Figure 4 – Carte du Heartland et Rimland, vue par Spykman (Gray, 1988, p. 8)

Par ailleurs, avec la disparition de l'URSS, le Rimland s'est vu relativement agrandi, par l'indépendance des Etats du Caucase et de la partie septentrionale du Grand Moyen-Orient.

Par contre, dans la partie orientale du Rimland, la Chine est un acteur de poids qui devrait être contré par les Etats-Unis d'une manière similaire à celle adoptée face à la Russie. La stratégie américaine à l'encontre de Pékin semble donc également être celle de l'encerclement de son adversaire, afin de mieux le contrôler.



Figure 5 – Carte de containment chinois (Lin, 2013, p. 43)

Les Etats-Unis se retrouvent donc sur deux fronts de containment territoriaux et confrontés à un anti-américanisme latent dans les territoires du Grand Moyen-Orient. A la lecture de ces cartes, nous pouvons d'ores-et-déjà rejoindre l'appréhension de Joseph Nye sur un point : il apparaît impossible pour la superpuissance américaine d'agir seule sur tous les fronts à la fois. La Chine semble progressivement se construire un réseau d'interrelations nombreuses et complexes ; la Russie tend à vouloir réaliser, semble-t-il, une alliance eurasienne qui s'opposerait à l'hégémonie américaine (Los Angeles Times, 2008) ; et les risques liés au terrorisme sont toujours présents.

Dans cette situation, pouvoir compter sur des alliés qui ont la maîtrise de paramètres aussi importants que les outils de télécommunications donnerait un avantage certain à Washington dans la gestion des fronts qui s'ouvrent dans la région, face aux deux puissances ascendantes qui essaient de remettre en question la prédominance américaine sur la scène internationale.

Evidemment, la Russie a également compris l'avantage de contrôler les opérateurs dans les territoires visés – notons que la Chine se concentre sur la fourniture d'équipements avec Huawei et ZTE plutôt que sur l'acquisition d'opérateurs, ce qui représente également un risque potentiel que nous ne pourrions considérer dans le présent document. Néanmoins, l'implication du gouvernement chinois dans ces fabricants a soulevé de nombreuses questions dans différents Etats.

3. Russie et télécommunications, l'opposition à la Scandinavie (et à Washington)

Si les deux opérateurs scandinaves précédemment abordés ont investi massivement dans la zone d'intérêts russe, cela n'a pas été sans difficulté. Nous avons pu observer succinctement l'opposition constante entre, d'une part, les holdings russe Altimo et AF Telecom et, d'autre part, les opérateurs scandinaves dans le contrôle des réseaux de télécommunications en Russie et dans son environnement immédiat. Nous développerons ici certaines des raisons qui ont contribué à cette opposition, puisque la Russie considère que les télécommunications sont assez importantes que pour les soumettre à des restrictions en termes d'investissements étrangers. Par ailleurs, nous pourrions constater que le holding Altimo avait – et a sans doute toujours – de grandes ambitions par rapport à TeliaSonera et Telenor.

Nous pourrions aussi observer, par ailleurs, que le contrôle de ces réseaux hors Russie relève d'une stratégie de contrôle de l'information dans les Etats dans lesquels Moscou souhaite rétablir une influence importante. Comme nous l'avons évoqué précédemment, le contrôle de ce type de réseau permet d'acquérir de nombreux outils annexes, ouvrant la possibilité d'obtenir divers types de renseignements qui peuvent contribuer à l'extension de l'influence russe.

Cette partie se conclura, de manière similaire à celle concernant les Etats-Unis, par des considérations géopolitiques strictes. Nous observerons les différentes poussées géopolitiques russes et leurs implications sur les Etats périphériques. Egalement, nous tenterons de voir en quoi la rhétorique du Kremlin peut influencer la perception qu'ont les Etats-Unis et les Etats scandinaves des aspirations russes, dans leur optique de création d'un bloc eurasiatique.

a. Altimo, TeliaSonera et Telenor : la quête des marchés en Russie, au Moyen-Orient (et au-delà)

Dans cette sous-section, nous aborderons deux cas de figures bien distincts, soulevant chacun diverses problématiques liées au secteur important des télécommunications. Nous commencerons par voir l'impossibilité pour Altimo de racheter les opérateurs scandinaves, avant d'analyser le cas de figure inverse : un rachat complet des opérateurs russes par Telenor et TeliaSonera.

▪ L'impossibilité de l'extension d'Altimo en Europe du Nord

Comme nous l'avons précédemment abordé, le holding Altimo de Mikhaïl Fridman s'est longtemps opposé aux acquisitions envisagées par les opérateurs scandinaves. Durant ces dernières années, des tensions se sont fait jour concernant le groupe Vimpelcom, dans lequel Telenor cherchait à devenir majoritaire, et dans les tentatives d'investissements de TeliaSonera dans l'opérateur Turkcell.

Une des sources de dissensions provient du fait que Mikhaïl Fridman n'a pu réaliser son « rêve » : créer un opérateur de télécommunication global, couvrant un territoire continu entre la Scandinavie et l'Australie (Altimo, 2007). L'argument alors avancé était que l'Europe se méfiait de la Russie, ce qui est toujours le cas en Suède et en Norvège.

L'éventualité de la création d'un tel opérateur dépasse, même dans le secteur des télécommunications, tout ce qui serait imaginable, créant *de facto* un leader incontestable et incontesté dans le transit de l'information sur l'ensemble de la plateforme eurasiennne. Aucun opérateur, quel qu'il soit, ne pourrait atteindre une telle masse et couvrir tant de pays, reléguant le géant Tata Communications – premier opérateur mondial – bien loin derrière en terme d'impact et de clientèle. De plus, tous les bénéfices rentreraient alors, sous forme de dividendes, directement en Russie.

Cette situation serait inacceptable tant pour Oslo que pour Stockholm – et encore moins pour Washington qui classe TeliaSonera dans la catégorie des « critical infrastructures » – et aucun accord n'a pu, par conséquent, être trouvé afin que les Etats cèdent une partie de leur participation. Il apparait évident que tous les acteurs concernés considèrent que les réseaux de télécommunication font partie de ressources précieuses et trop importantes que pour prendre certains risques industriels.

Aussi, cette consolidation donnerait techniquement les pleins pouvoirs sur de nombreux opérateurs et sur des infrastructures internationales de tout premier plan. Bien que nous n'ayons considéré que les aspects « nationaux », il faut savoir que tant Telenor que TeliaSonera ont divers investissements au niveau international : notamment des capacités sur le câble TAT-14 (TransAtlantic Telecom cable 14) et sur l'ensemble du réseau sous-marin dans la Mer Baltique. Cela amènerait donc à d'autres problématiques, une société russe pouvant alors acquérir un réseau global, haute technologie et connecté à de nombreux clients – tant wholesale que business, ou encore retail. Par ailleurs, Facebook a décidé de faire appel à TeliaSonera pour établir un réseau complet centré sur l'Europe et l'opérateur scandinave a récemment réservé de grandes capacités sur les câbles transatlantiques d'Apollo, de FLAG et de Tata Communications dans le but de fluidifier les échanges Internet et téléphoniques entre les Etats-Unis et la Scandinavie.

Les deux opérateurs sont donc des opérateurs de tous premiers plans, tant aux niveaux nationaux dans lesquels ils s'investissent que dans la connectivité globale entre les différentes Etats dans lesquels ils ne sont pas directement présents. Le risque en termes de sécurité nationale semble donc être mis en avant par les Etats scandinaves pour ne pas permettre un rachat par le holding Altimo.

La carte du réseau de TeliaSonera International Carrier permet d'éclairer cette importance – Même si Telenor n'a pas rendu publique sa carte de réseau international, il est reconnu, dans le monde des opérateurs internationaux, que l'entreprise dispose d'une solide connectivité vers le Moyen-Orient, l'Asie et l'Amérique du Nord, ainsi qu'avec certains réseaux de téléphonie satellitaires :



Figure 6 – Carte du réseau IP de TeliaSonera International (TeliaSonera International Carrier, 2013)

- Pourquoi les opérateurs scandinaves ne peuvent s'implanter plus fortement en Russie

Si nous savons déjà que les réseaux de télécommunications revêtent un caractère hautement stratégique, cette affirmation est sans doute encore plus vraie en Russie.

Pendant longtemps, le développement des nouvelles technologies avait été mis en arrière-plan, car Moscou devait tout d'abord essayer de consolider son assise territoriale après la dissolution de l'URSS. Ceci a, par conséquent, conduit à un sous-développement critique des moyens de communications, la Russie n'ayant – au début des années 2000 – à peine quelques millions d'internautes quand l'Etat considéré comme concurrent en compte déjà près de 100 millions. De même, le taux de connexion par des lignes fixes était en deçà des 50% et la technologie mobile était encore balbutiante avec moins de 10% de la population disposant d'un téléphone portable. Ces chiffres faisaient bien pâle figure pour un Etat qui se voulait encore être une grande puissance. C'est pour cela qu'en 2009, diverses politiques relatives aux télécommunications ont été envisagées.

Le développement d'Internet en tant que tel fait partie d'un groupe de cinq domaines dans lesquels Moscou a décidé, en 2009, d'investir, afin d'augmenter la part des Technologies de l'Information et de la Communication dans le PIB russe et de combler le retard technologique (Nocetti, 2012).

Une idée sous-jacente est de permettre à la Russie de disposer de « son » Internet, moins dépendant des technologies américaines. Cette implication de l'Occident – qui a créé et normé la plupart des réseaux – pose, en effet, la question de la sécurité nationale. L'infrastructure apparaît tellement critique qu'il faut que Moscou puisse contrôler les évolutions et éviter de potentiels détournement d'informations sur son territoire. Le discours alors adopté recourait à la rhétorique anti-américaine, puisque les principales évolutions technologiques sont tout d'abord étudiées et envisagées aux Etats-Unis, essentiellement dans la Silicon Valley – qui inclut l'université de Berkeley – et au MIT (Massachusetts Institute of Technology).

Si il est possible pour Moscou d'identifier un adversaire à l'extérieur de ses frontières, les dirigeants ont aussi tenu compte des possibles dissensions internes. Le Kremlin s'est effectivement inquiété, suite aux Printemps Arabes et à l'affaire WikiLeaks, des effets d'un « non-contrôle » sur ces réseaux de communication (Nocetti, 2012). L'étendue du territoire russe empêche, en pratique, un contrôle total de celui-ci, menant à la création de nombreuses communautés informelles qui pourraient ne pas nécessairement se sentir liées au pouvoir de Moscou.

Le contrôle par des sociétés étrangères est donc mal perçu par la Russie, craignant de possibles opérations de subversions telles que celles observées durant les révolutions qui ont secoué le monde arabe, ou encore de possibles fuites de documents considérés comme secrets. Cette perception du risque a donc renforcé Moscou dans sa politique de protection à l'encontre d'investissements étrangers directs. Il est, en effet, normalement impossible pour une société étrangère de contrôler directement plus de cinquante pourcent des droits de votes dans une société de télécommunications russe.

Malgré tout, Telia, Sonera (alors entités séparées) et Telenor purent fonder l'opérateur North-West GSM – renommé depuis en Megafon – sans nécessiter l'appui d'investisseurs russes. Néanmoins, en 2006, suite à l'investissement de Telenor dans Vimpelcom, TeliaSonera a dû laisser les parts de l'opérateur norvégien au holding Altimio, créant un désaccord entre l'opérateur scandinave et le holding russe. L'entreprise suédoise a, en effet, contesté l'application de la restriction d'investissements directs lors de cette opération, puisque Megafon avait été fondé bien avant la mise en place de cette politique.

Si, à la base, cette limitation des investissements directs avaient été pris à la fin des années 1990 afin de permettre à l'économie russe de se relancer, le résultat indirect est que, en lien avec les craintes exprimées par Moscou, un contrôle total de l'infrastructure de télécommunications n'a pu être achevé par des sociétés étrangères, même si cela a soulevé une certaine contestation chez les opérateurs scandinaves. Malgré tout, si le contrôle total a été rendu impossible, l'implication des opérateurs scandinaves indique, dans les faits, qu'une influence certaine et décisive reste néanmoins possible.

D'un autre côté, la proximité entre les Etats scandinaves et les Etats-Unis fait que Moscou a tout intérêt, dans son optique, à ce que la fusion entre les opérateurs se fassent dans le sens Russie-Scandinavie plutôt que dans le sens inverse.

Le premier cas de figure permettrait, en effet, au holding russe Altimor d'établir des règles internes favorables aux aspirations du Kremlin. La stratégie économique se développerait dans le sens d'une extension de l'influence russe vers l'Occident et le Moyen-Orient, au détriment de la concurrence américaine, ce qui permettrait de rapprocher l'Union Européenne de la Russie par l'intermédiaire scandinave et de potentiellement réaliser les aspirations eurasiennes qui animent, encore actuellement, Moscou.

Le second cas est celui qui ne peut matérialiser l'ambition de contrôle par Moscou. Le sens du mouvement de la Scandinavie vers la Russie impliquerait que les décisions soient prises par des responsables proches des gouvernements suédois et norvégiens... et par conséquent, potentiellement favorables aux désidérats américains.

b. Le retard technologique à combler

▪ D'un point de vue du contrôle interne

Considérant que les révolutions arabes sont révélatrices des changements qu'opèrent les technologies de l'information et des communications, Moscou se doit donc de récupérer une vue d'ensemble sur ce qui se passe dans ce carcan numérique.

Néanmoins, la taille du territoire fait qu'il peut apparaître préférable pour les dirigeants russes de laisser s'exprimer – un minimum – la contestation afin de mieux anticiper et de réagir en conséquence (Nocetti, 2012). Toujours est-il que le fait de récupérer un contrôle interne sur les réseaux de télécommunication pourrait empêcher aux Russes de vivre une situation similaire à celle du « Cablegate » et éviter un emballement contestataire qui pourrait, potentiellement, avoir un effet similaire à celui des printemps arabes.

Il faut donc, dans le cas russe, pouvoir contrôler de manière poussée les différents flux de communications qui traversent la Russie, afin d'identifier les têtes-pensantes d'une potentielle

contestation et d'asseoir la prééminence de Moscou sur les régions les plus reculées ou potentiellement séditeuses – l'exemple de la Tchétchénie est ici pertinent.

Résoudre le déficit technologique permettrait également à la Russie d'être moins dépendante de la technologie étrangère. Le développement au niveau national serait donc une dépense de moins au bénéfice des Etats-Unis et pourrait éviter les pièges de différents *backdoors*⁵ informatiques qui menaceraient potentiellement la sécurité nationale russe.

- Vis-à-vis de l'environnement international

Si le développement technologique a de grandes implications au niveau national, cela est également vrai par rapport à l'environnement international. La recherche dans le domaine permettrait aux entreprises russes d'être moins dépendantes des Etats-Unis au niveau technologique et leurs résultats pourraient également servir de porte-drapeau auprès de certains Etats plus faibles et indécis.

La Russie, s'équipant de moyens plus modernes, pourrait également essayer de jouer le rôle de l'Etat de référence dans la région. Si l'investissement dans les infrastructures de télécommunications au niveau interne relève de la sécurité nationale, l'amélioration de la connectivité internationale permettrait à la Russie de jouer le rôle de *hub*, permettant notamment à Rostelecom – dépendant directement de Moscou – de devenir un fournisseur international quasiment incontournable. Le rayonnement d'une telle entreprise attirerait, de manière quasi-automatique, la plupart des opérateurs du nord du Grand Moyen-Orient – région dans laquelle de nombreuses diasporas russes sont présentes – en quête d'une meilleure connectivité internationale. Le groupe Vimpelcom a d'ailleurs une stratégie similaire à l'heure actuelle, cherchant à faire transiter l'entièreté des flux de télécommunications de ses filiales par ses équipements propres.

Par ailleurs, s'inspirant du système Echelon – que nous aborderons plus en détail dans le chapitre suivant –, la Russie pourrait également obtenir une source d'information quasiment intarissable concernant son environnement international direct. Ceci permettrait dès lors d'avoir un avantage sur ses concurrents économiques et géopolitiques, tout en pouvant anticiper les différentes tendances dans les Etats sur lesquels Moscou souhaite rétablir son influence. L'exemple d'Echelon n'est d'ailleurs pas anodin, puisque ce programme de la *National Security Agency* (NSA) américaine a permis aux Etats-Unis de contrôler l'activité d'acteurs – qu'ils soient de type économique ou non – localisés dans les pays européens, en se basant sur de simples mots-clés et sur la reconnaissance vocale.

⁵ Backdoor : faille dans un système ou programme informatique qui permet d'y accéder, à distance et de manière officieuse, à l'insu de l'utilisateur

Il peut donc être pertinent pour la Russie de baser leur propre programme sur un réseau qui leur appartient entièrement, alors que les Etats-Unis doivent compter en partie sur la bonne volonté de leurs partenaires – notamment en Angleterre –, qui pourraient détourner une partie de leurs flux de télécommunications vers d’autres opérateurs. Nous pouvons donc observer une différence d’approche fondamentale, qui reste relativement multilatérale du côté américain mais qui revêt un caractère unilatéral – et quasi impérialiste – en Russie.

Néanmoins, la difficulté fondamentale qui est rencontrée par cette aspiration à l’évolution technologique est que Vimpelcom et Megafon – les deux premiers opérateurs de téléphonie mobile russes – sont d’ores-et-déjà fortement influencés par un conseil d’administration « très scandinave ». A défaut de pouvoir se baser sur ces deux groupes, Moscou devra alors se fier à d’autres opérateurs, notamment Rostelecom, contrôlé directement et indirectement à un peu plus de 50% par l’Etat – comme nous pouvons le constater à la lecture des tableaux 1 et 2 –, et tenter de le faire évoluer afin d’éclipser la concurrence partiellement contrôlée de l’étranger.

Ownership structure

	<i>Share capital</i>	<i>Ordinary shares</i>	<i>Preferred shares</i>
Svyazinvest OJSC	41.84%	45.29%	0%
Russian Federation via FASPM	6.86%	7.43%	0%
Vnesheconombank	2.26%	2.45%	0%
Mobitel	5.24%	4.64%	12.55%
Other holders + Free float	43.80%	40.19%	87.45%

Tableau 1 - Structure de l’actionnariat de Rostelecom (Rostelecom, 2013)

<i>Shareholders</i>	<i>% of share capital</i>
The Russian Federation represented by the Federal Property Management Agency	75 - 1 share
COMSTAR – United TeleSystems OJSC	17.31 + 1 share
Sberbank of the Russian Federation (Open Joint Stock Company)	7.69
Total	100.00

Tableau 2 - Structure de l’actionnariat de Svyazinvest OJSC (Svyazinvest OJSC, 2009)

Moscou semble donc avoir compris qu’il y avait une opportunité potentielle d’améliorer son image vis-à-vis de l’étranger et que le contrôle des moyens de télécommunications offrait un panel de possibilités qui n’avaient pas encore été exploitée par le régime en place.

c. Un retard insurmontable ou un retour d'une grande puissance russe ?

Comme nous avons pu le constater, la Russie accuse un retard certains dans le secteur des télécommunications.

Ce secteur représente pourtant une haute valeur ajoutée, tant en termes économiques qu'en termes de rayonnement international. Aussi, le contrôle des moyens de communications permettent d'améliorer la compréhension de l'environnement socio-politique d'un Etat. La Russie étant un vaste territoire et essayant de remettre la main sur les diasporas russophones dans les anciennes républiques soviétiques, il peut apparaître surprenant que les décisions stratégiques n'aient été prises que si tard.

Une des raisons évidentes est que Moscou a essayé de contrôler les leaders de son marché national, sans y parvenir. Ceci signifie que l'influence russe sur les opérateurs Vimpelcom et Megafon est si ténue qu'il est impossible pour le Kremlin de leur imposer nettement ses vues. Evidemment, l'écart n'est pas insurmontable si on considère les moyens financiers à disposition du troisième opérateur – dirigé *de facto* par l'Etat – pourraient permettre la mise à jour d'un réseau au maillage relativement déficient et partiellement dépassé. De ce retard technologique découle d'ailleurs un relatif déficit d'image de l'opérateur Rostelecom au niveau international par rapport à ses deux concurrents directs.

Néanmoins, l'ambition de Moscou est de recréer un géant russe des télécommunications, pouvant relier l'ensemble des anciennes républiques soviétiques à la Russie, de manière efficace et sûre. Il s'agit donc d'attirer les Etats visés, par le rapprochement des diasporas russophones et le contrôle des dissensions internes au vaste territoire russe.

Moscou a également constaté, suite aux conflits en Tchétchénie et en Géorgie, que l'image impérialiste encore ressentie à l'heure actuelle ne pouvait pas lui servir. Beaucoup s'imaginent encore un Etat souffrant de maux similaires à ceux de l'ex-URSS. Il s'agit donc pour la Russie d'essayer d'inverser cette perception, en dynamisant des secteurs porteurs et sensiblement plus volatiles – en termes de perspectives.

Si la Russie souhaite redevenir une grande puissance et rétablir sa sphère d'influence sur les anciennes républiques soviétiques – voire l'étendre au-delà –, elle devra se montrer beaucoup plus pragmatique et dynamique, afin de marquer définitivement une nette rupture avec les mauvaises habitudes du passé.

Finalement, ce dynamisme pourrait lui apporter simultanément de nouveaux outils qui lui permettraient d'assurer sa perception de son environnement immédiat, et qui combleraient le retard que la Russie a vis-à-vis des Américains à ce sujet.

4. Réseaux de télécommunication et intelligence : d'Echelon au monde « IP », perspectives d'avenir pour le renseignement

Tout au long de nos précédents développements, nous avons abordé l'aspect stratégique des télécommunications, soulignant à maintes reprises qu'au-delà de l'outil de communication se trouve également un fort potentiel de contrôle. Une des raisons est relativement simple : le nombre et le volume des communications connaissent une croissance rapide, signifiant qu'il y a de plus en plus d'informations potentielles à recueillir dans un réseau de réseaux, de plus en plus interconnectés entre eux.

Les racines de ce phénomène se retrouvent dans la période consécutive à la deuxième guerre mondiale, à la fin des années 1940, lorsque le *National Security Act* américain a consacré la naissance de la NSA et de la future CIA.

Nous aborderons donc les raisons historiques qui ont progressivement fait émerger le programme *Echelon* avant de nous pencher sur les changements d'affectations que ce programme a connu au cours du temps.

Nous poursuivrons par l'analyse des limites actuelles du système et envisagerons alors, d'un point de vue technique, les différentes évolutions et perspectives qui s'ouvrent à un tel programme. Il y a, en effet, un processus en cours, dans le monde des télécommunications, qui est catégorisé sous le terme *convergence*. Brièvement, il s'agit, pour les opérateurs, de faire transiter par un seul type d'équipement toutes les communications imaginables : Internet, télévision, téléphonie, messagerie instantanée (SMS et MMS), etc.

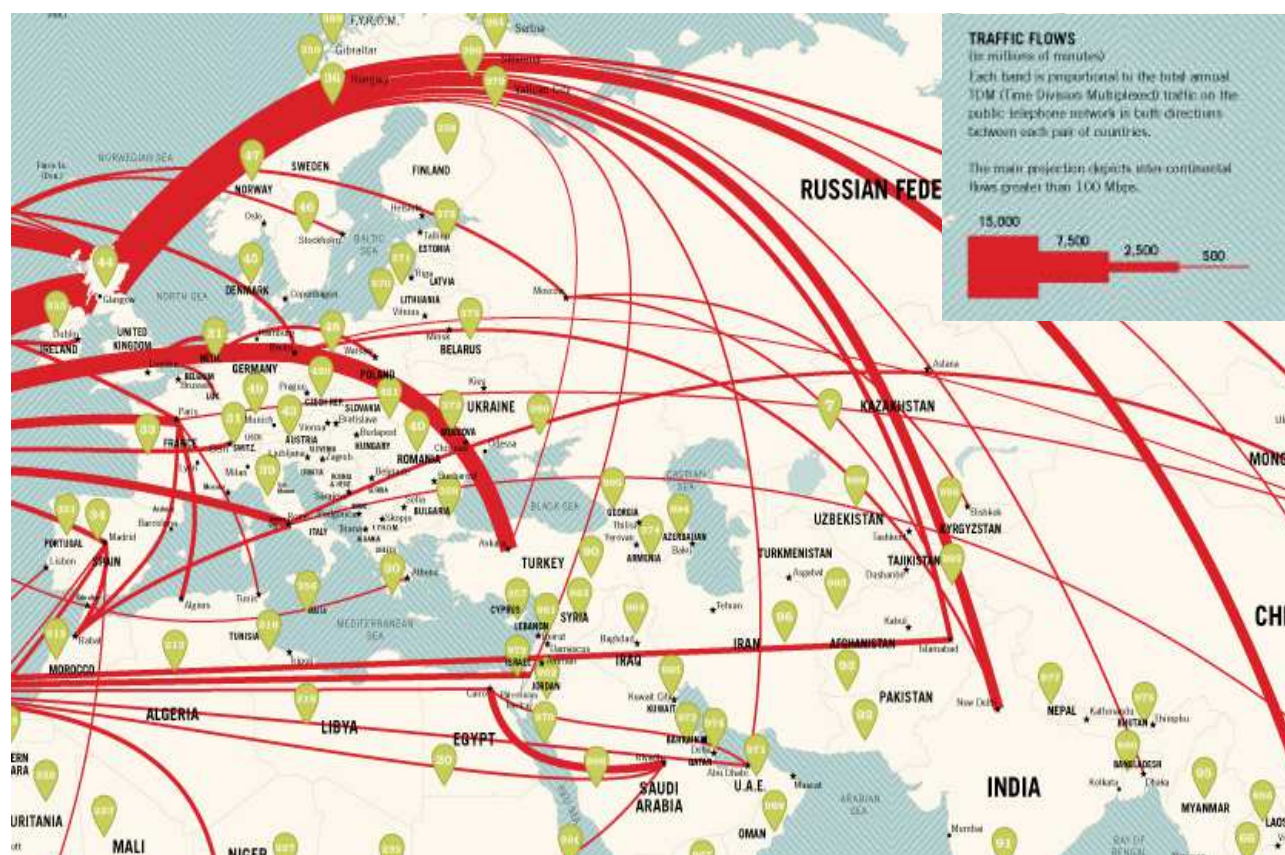
Ceci nous permettra, dans le chapitre consécutif à celui-ci, d'établir de manière plus probante encore, les raisons qui sous-tendent la problématique considérée, même si on peut d'ores-et-déjà paraphraser la théorie géopolitique de Mackinder : qui contrôle les réseaux contrôle l'information ; qui contrôle l'information contrôle le monde. Si cette affirmation peut paraître relativement osée, nous pourrions voir qu'elle est relativement valide, sous certaines conditions.

a. Volumes de données et communications échangées entre les Etats

Avant de voir la structuration d'un réseau tel qu'Echelon, il peut être intéressant de s'intéresser à la topologie des communications au niveau mondial. Si nous ne nous référons qu'aux communications vocales, le nombre de minutes échangées chaque jour sur le marché international dépasse allègrement le milliard⁶.

⁶ Estimation : les opérateurs du Tier 1 échangent au minimum 20 millions de minutes par jour – avec un pic estimé au-delà des 100 millions de minutes journalières pour l'opérateur indien Tata –, ce qui représente environ

Si nous nous concentrons sur la région considérée, nous pourrions avoir cette typologie, avec des flux répartis de la manière suivante – et calculés sur base annuelle :



**Figure 7 – Distribution des volumes de communication en millions de minutes
(Telegeography, 2010)**

Cette carte ne considère pas le transit mais se base sur le switch international d'origine et celui de destination. Ceci signifie que les appels ne suivent pas forcément la route la plus directe et peuvent transiter dans n'importe quel pays avant d'arriver à sa destination⁷.

Egalement, si nous considérons le trafic généré par l'activité d'Internet, nous arrivons à un maximum de 72 Tbps (Terabits par seconde ; au 31 décembre 2011) au niveau du réseau international, ce qui signifie qu'à chaque seconde, 7200 milliards de caractères sont échangés entre les différents Etats. A titre de comparaison, ceci permettrait de transmettre le présent document plus de cinq millions de fois en une seule seconde, ou réunir le contenu de toutes les bibliothèques du monde en moins d'une journée.

Etant donné que cette capacité s'accroît de jour en jour, le volume d'informations qui transitent par les réseaux IP ne peut que suivre une tendance similaire. Cette grande capacité a

600 millions de minutes pour les 30 plus gros opérateurs. Egalement, le volume total estimé pour l'année 2009 était de 400 milliards de minutes échangées globalement sur le marché international.

⁷ Il n'y a pas, au niveau mondial, de règles de routage selon les destinations. Chaque opérateur peut donc faire transiter son trafic via des routes indirectes.

donc amené les opérateurs à chercher une optimisation de l'utilisation de cette bande passante conséquente et à l'évolution virtuellement infinie par la convergence de tous les moyens de communications sur ce type de réseau.

Reporté à la région qui nous intéresse, le Grand Moyen-Orient, le maillage du réseau s'établit de la manière suivante :

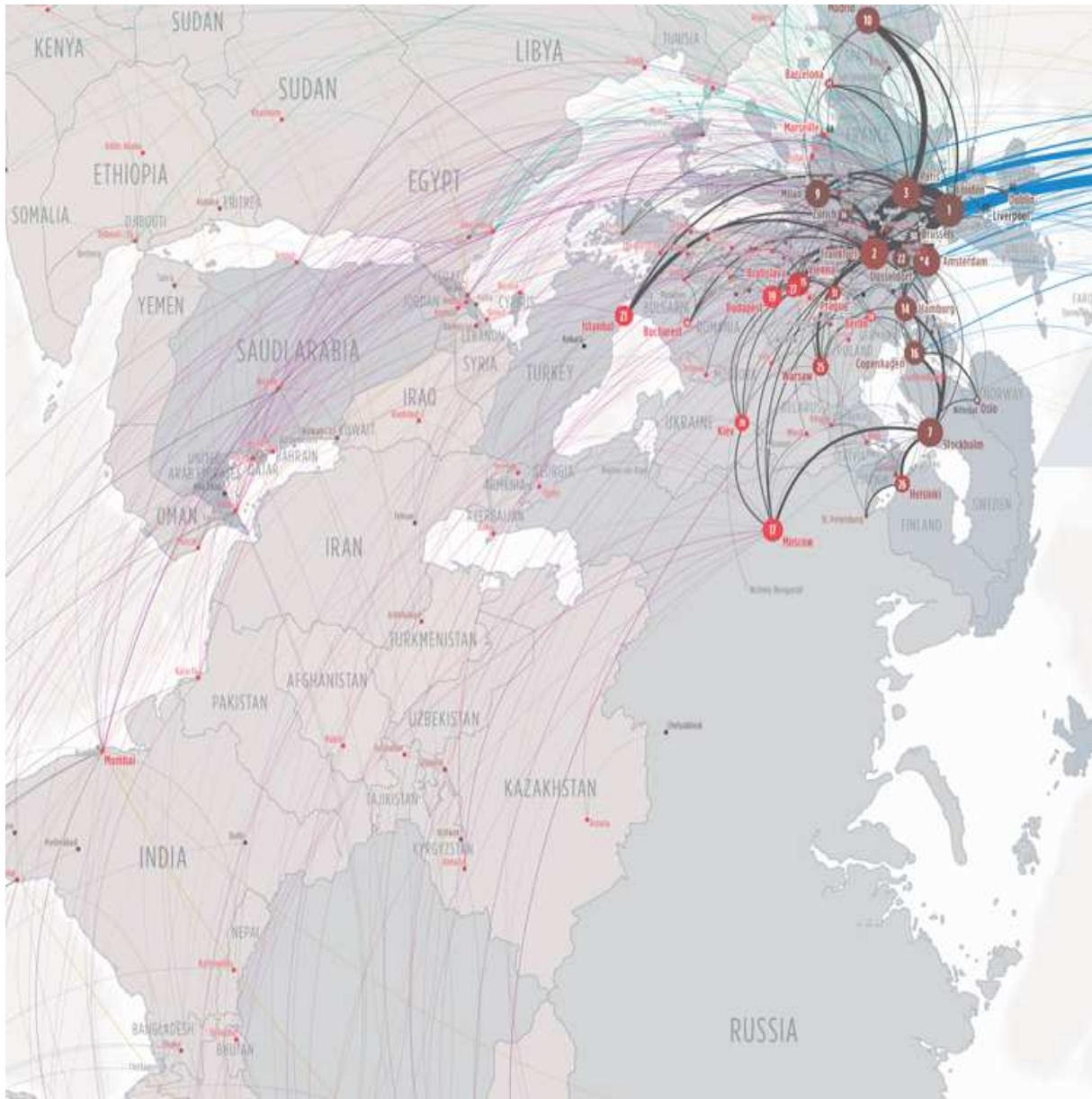


Figure 8 - Carte des liens IP dans la région du Grand Moyen-Orient (Telegeography, 2012)

Si nous combinons l'ensemble des flux, nous arrivons à plusieurs milliards de communications entre les Etats du Grand Moyen-Orient et le reste du monde. Par contre, nous n'avons aucune visibilité sur les réseaux locaux, nous postulons donc que le volume des échanges nationaux est d'un niveau relativement similaire.

b. Le programme Echelon, vestige du renseignement durant la guerre froide

L'accord UKUSA aurait été signé en 1947 ou 1948, démarrant une politique de collaboration dans l'espionnage entre les Etats-Unis et l'Angleterre (Parsons, 2002). Ont été rapidement associés : le Canada, l'Australie, l'Allemagne de l'Ouest et la Norvège. Ces accords ont permis aux services de renseignements américains d'avoir une vue d'ensemble sur le Rimland. A l'époque, en effet, les Anglais avaient encore les accès directs de l'opérateur British Telecom au Moyen-Orient (Pakistan, Iran, Iraq, Yémen, etc.). En même temps, l'Australie avait accès à toute la zone Asie-Pacifique, la Norvège couvrait l'ensemble de la Scandinavie et l'Allemagne de l'Ouest agissait en tant que rempart pour l'Europe de l'Ouest. Il y avait donc la possibilité pour les participants de récupérer un ensemble de données conséquent concernant les mouvements en URSS.

Si, initialement, les données recherchées par le système ne relevaient que des communications téléphoniques, le programme connaîtra de nombreuses évolutions afin de s'adapter à l'environnement changeant. Ainsi, de l'analyse des communications satellitaires au Pakistan et en Indonésie introduite en 1984, la recherche a été étendue, durant les années 1990, à tout type de communication électronique (Godeluck, 2002).

La révélation de l'existence d'un tel réseau, qui était parvenu à rester relativement discret malgré quelques fuites durant les années 1970, amènera la contestation des alliés européens à l'encontre du programme initié par les Anglais et les Américains. Peu de temps après, ces mêmes contestataires tenteront de résoudre leur retard en la matière, sans toutefois égaler la performance du réseau *Echelon*.

A la fin de la guerre froide, ce réseau a sensiblement changé de nature. Si, initialement, il s'agissait de couvrir les activités de l'URSS tant en interne que dans sa politique internationale, la dissolution de l'empire soviétique a amené le réseau à répondre à des impératifs économiques. Il est donc passé du statut d'outil de renseignement militaire à celui d'outil d'espionnage économique. La cible avait également changé, puisque les Américains commencèrent à s'intéresser à leurs alliés et entreprises de pointe basées en Europe. Néanmoins, de façade, à l'égard des participants européens, les Etats-Unis n'ont jamais indiqué ce changement de nature du programme. Et comme le traitement de l'information se faisait de manière quasi-exclusive par la NSA, aucun autre Etat n'aurait pu savoir quelles informations étaient traitées et dans quel but, s'il n'y avait eu une fuite en 1997 révélant que Washington avait contribué, notamment, à l'espionnage d'EADS pour le compte de Boeing (Godeluck, 2002).

Néanmoins, le réseau semble de moins en moins efficace. Il n'a pu aider à déceler l'ensemble des actions qui allaient se produire le 11 septembre 2001, n'a pas non plus permis d'identifier correctement ni les forces en présence en Afghanistan ni la réalité des armes de destruction massive en Iraq. En bref, le programme semble tourner un peu dans le vide, sans doute par manque de sources d'information fiable.

Il semble donc avoir perdu son utilité première : assurer aux Etats-Unis l'accès à des informations capitales dans les buts de se maintenir en tant que superpuissance et de pouvoir anticiper les menaces qui se feraient jour, tant en dehors que sur le territoire américain.

c. Télécommunications, aspects pratiques

Il est intéressant d'aborder ici quelques aspects basiques des réseaux de télécommunications et d'Internet. Loin d'établir un historique complet des deux technologies – ancienne et nouvelle – comparées, nous allons essentiellement nous intéresser à quelques points de différence fondamentaux, qui, en réalité, bouleversent complètement le monde des télécommunications, par une quantité de changements qui rendent la gestion plus simple et bien plus flexible à la fois.

Premièrement, le système téléphonique classique se base sur une signalisation physique. C'est-à-dire que la ligne d'un abonné est considérée comme un lien physique fixe entre deux points – l'appareil et le switch/système de routage. Chaque ligne dispose, par conséquent, de sa propre entrée physique dans le réseau et ne peut établir qu'une seule communication par appareil, transférant à une vitesse de 64kbits par seconde. Par ailleurs, les appels sont envoyés selon une règle semi-rigide, basée sur la région ou le pays de destination, vers un ou des fournisseurs bien définis, selon les capacités physiques disponibles. Dans ce cas, tous les équipements importants du réseau doivent être synchronisés sur la même heure.

A contrario, le système sur lequel se base Internet est un système logique. La limite dépend de la bande passante allouée à l'abonné, un appel téléphonique utilisant en moyenne 80kbits par seconde, selon le codage demandé. Sur une seule connexion physique, il est théoriquement possible de faire transiter jusqu'à 65000 appels. En pratique, un client résidentiel peut déjà émettre une centaine de communications téléphoniques simultanées à partir d'une seule adresse Internet. La structure logique permet une plus grande tolérance aux désynchronisations entre les équipements, puisque ce qui établit le « rythme » du réseau se trouve dans les informations échangées.

Afin de rentabiliser la capacité que les opérateurs ont sur le réseau Internet, un processus de convergence a été initié, permettant de faire transiter, par réseau public ou connexions

privées, la téléphonie fixe et mobile, les emails, les émissions télévisuelles, les émissions de radio, etc.

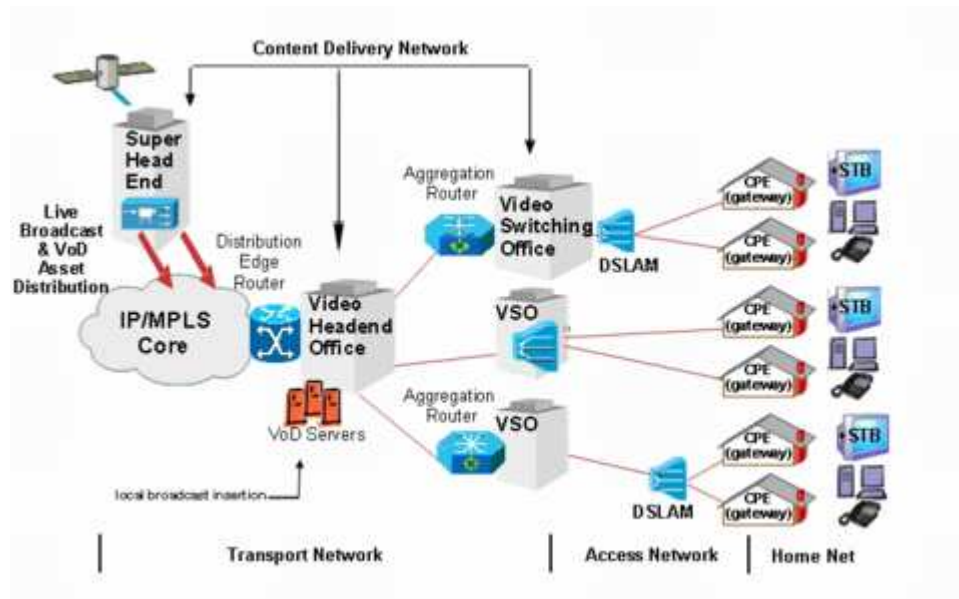


Figure 9 - Exemple de réseau convergent vers la technologie IP (Cisco, 2013)

L'exemple illustré dans la figure 9 nous montre un réseau dont la structuration se fait exclusivement sur les technologies IP. Nous pouvons constater que les abonnés sont connectés par un seul système, que ce soit pour Internet, la télévision ou la téléphonie fixe. Le changement dans le réseau s'opère donc, d'un point de vue pratique, comme indiqué dans la figure 10 ci-dessous, les différents types de médias transitant sur un seul et unique réseau IP.

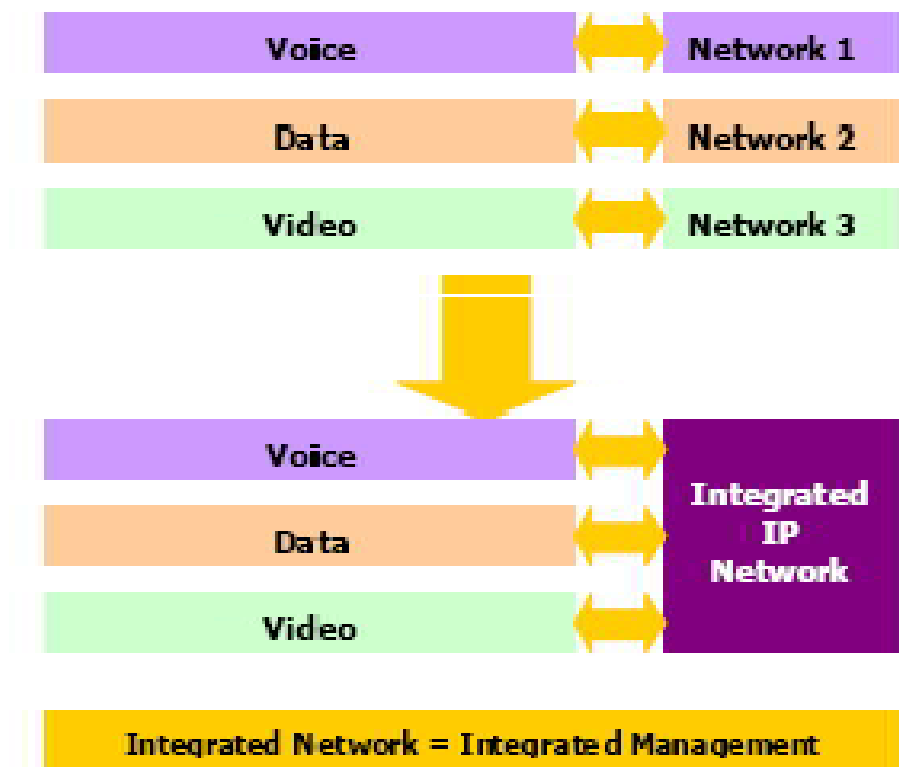


Figure 10 - Illustration du changement induit par la convergence (AAPT Limited, 2013)

d. Evolutions technologiques récentes

Nous allons essayer ici de dresser un aperçu simplifié et compréhensible des possibilités offertes par le principe de convergence de l'ensemble des télécommunications vers le monde IP, dans le domaine du contrôle de l'information critique par les Etats. Afin d'éluder une partie de la difficulté liée aux métiers de l'ingénierie en télécommunications, nous utiliserons un exemple d'application concrète – à un niveau national, toutefois – des quelques possibilités explicitées. Nous en terminerons par une estimation de l'applicabilité au niveau international.

- Dérivation de la notion de media loopback et duplication des échanges d'information

Le *media loopback*⁸ est, à la base, un moyen de contrôle de qualité sur les réseaux internationaux de type IP Exchanges (IPX). Utilisant la possibilité de dupliquer un flux de media (*media stream*), le principe est qu'un duplicata de l'appel est envoyé à l'opérateur source afin qu'il puisse en estimer la qualité.

⁸ Littéralement : renvoi du média

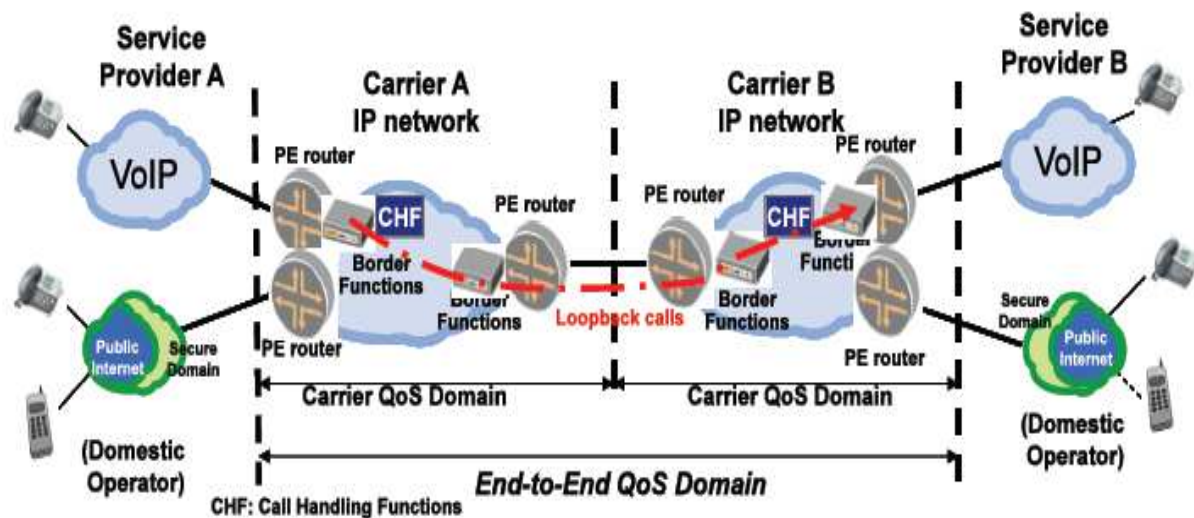


Figure 11 - Principes du Media Loopback (I3forum Technical Workstream, 2012, p. 43)

Ce principe découle d'une autre possibilité offerte par les réseaux IP : celle de pouvoir dupliquer, de manière transparente, n'importe quel flux de données transitant par les équipements.

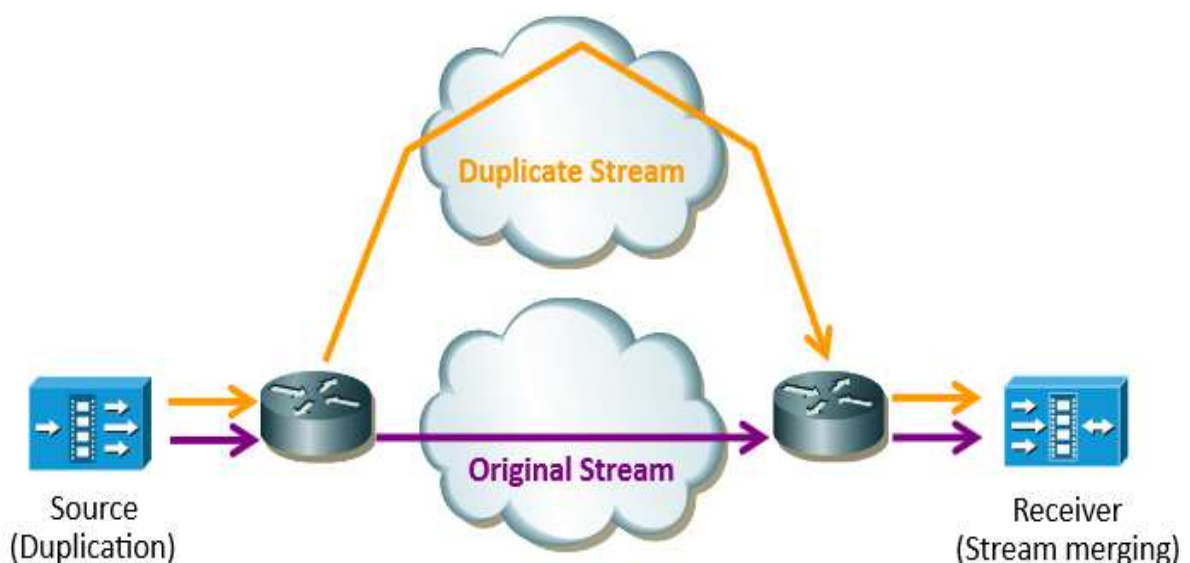


Figure 12 - Duplication des flux de données (Begen & Perkins, 2011, p. 4)

Nous sommes toujours malgré tout dans le cas d'une duplication de flux relativement simple, dans laquelle la destination est celle qui était attendue initialement.

Maintenant que nous avons établi qu'un paquet de données peut être dupliqué, nous pouvons nous intéresser à la notion de *multicast*⁹. Cette technologie permet de renvoyer, selon la configuration demandée, certains types de paquets – ou tous les paquets – de données vers une ou plusieurs adresses Internet spécifiques (Internet Engineering Task Force, 2003). De

⁹ Le multicast consiste en la création d'une liste de distribution de paquets dupliqués, de manière simultanée. Cette technologie est notamment utilisée dans les conférences ou dans la télévision numérique câblée.

même, il est possible de spécifier si l'adresse de destination doit également émettre un média de type similaire à celui reçu – ce qui entraîne une interaction entre émetteur et récepteur – ou non – qui amènerait à une simple observation des paquets échangés.

C'est cette méthode du *multicast* qui est, notamment, utilisée pour les télévisions connectées à Internet. Ceci permet de recevoir les émissions de manière passive ou interactive, selon la configuration appliquée à l'équipement de réception.

Une autre méthode qui pourrait être utilisée afin de contrôler les informations échangées serait d'utiliser le système du *policy routing*. Ce système permet de définir une route spécifique, en interne ou en externe, selon différents critères tels que l'opérateur d'origine, le protocole utilisé (voix, data, etc.), etc. Ceci permet de faire transiter, sur la partie privée du réseau de l'opérateur, les données sur d'autres équipements que de simples switches. Autrement dit, les réseaux de type IP permettent de discriminer, de manière extrêmement flexible, différentes sources de données et de les faire transiter ou de les dupliquer à destination d'un autre équipement qui, normalement, ne fait pas forcément partie du réseau.

- Autres possibilités techniques

Il peut également apparaître pertinent d'établir quelques autres aspects pratiques des réseaux de type « IP ».

Tout d'abord, la structuration du réseau fait qu'il y a une multitude d'équipements nécessaires à l'établissement du réseau. Toutefois, via des procédés de virtualisation, il est possible de placer ces éléments à des endroits très différents. Par exemple, suite à la fusion entre Belgacom ICS et Swisscom ICS, le contrôle des switches de Genève et Zurich se font depuis Bruxelles. Cela signifie qu'il est possible de contrôler tout ou partie d'un réseau depuis un autre pays, ce qui n'est pas sans porter à conséquence en matière de sécurité pour les Etats qui font évoluer leurs réseaux vers ces nouvelles technologies.

Ensuite, les réseaux IP, à la différence des réseaux classiques dits « TDM »¹⁰, ne requièrent aucune présence physique pour l'écoute des communications. L'organisation des communications ne suit effectivement plus une règle physique – un circuit physique pour un appel – mais une organisation logique – sur une adresse Internet, tel ou tel port virtuel est utilisé pour la communication.

De fait, en cas d'interception des communications, un simple programme suffit pour observer ce qui se passe sur le réseau, alors que l'interception sur le réseau TDM requiert la présence

¹⁰ Time-Division Multiplexing : gestion du réseau sur une logique temporelle

physique d'un technicien, équipé d'outils portables à brancher sur l'équipement qu'il souhaite observer.

Il peut apparaître compliqué, pour qui n'est pas rompu à ces aspects techniques, de saisir pleinement les implications de ces évolutions technologiques. Afin d'explicitier les différentes possibilités et de tenter de dépasser l'aspect très théorique de celles-ci, nous pouvons tenter d'observer une application pratique, sur un réseau national.

- Application pratique en France

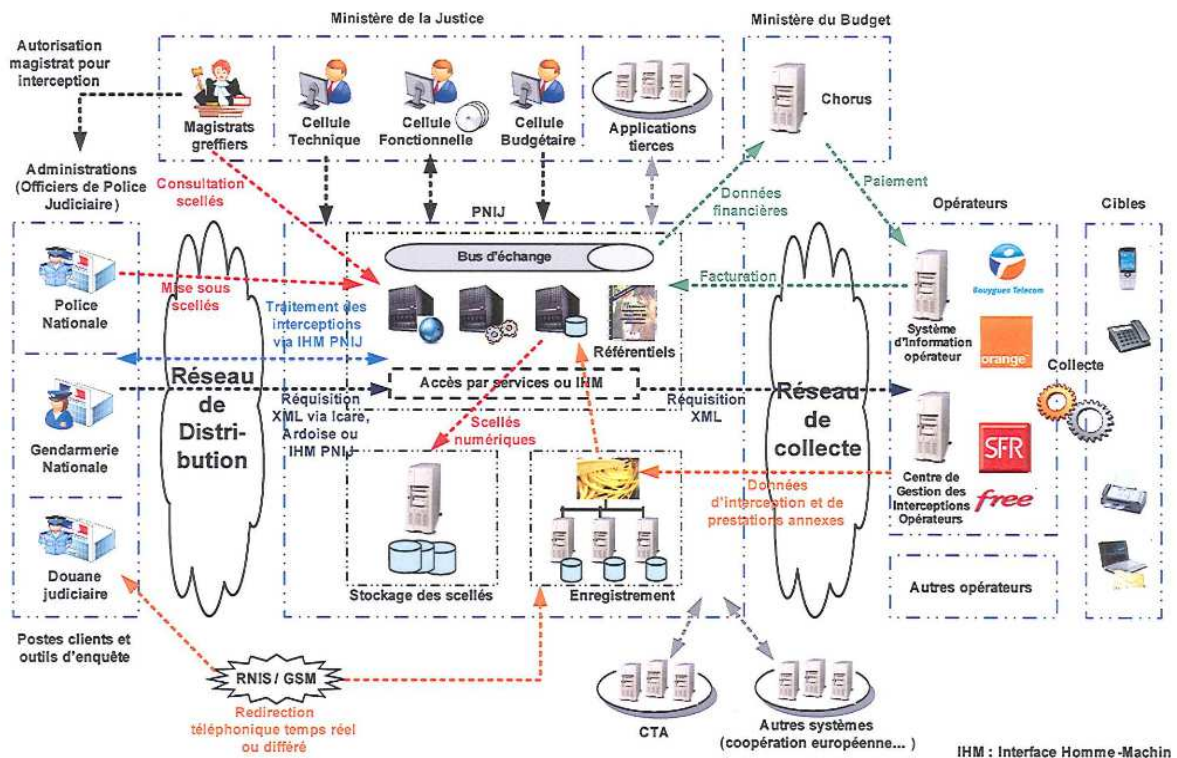
Hasard du calendrier, la nouvelle s'est répandue, récemment, de la création d'un réseau d'écoute et d'observation de l'ensemble des communications transitant sur le territoire français.

Profitant des diverses possibilités offertes par l'évolution des réseaux IP et par le coût de plus en plus faible des solutions informatisées, augmentant les possibilités de stockage et de traitement de l'information, la France a décidé de collecter et sauvegarder l'ensemble des communications, corrélées avec les données de géolocalisation, le tout en encadrant cela par une loi qui oblige les opérateurs nationaux à s'y conformer.

Ces derniers seront donc obligés de dupliquer, comme nous l'avons vu ci-dessus, l'ensemble des flux de données – emails, communications téléphoniques, SMS, etc. – afin de les stocker dans un répertoire centralisé auprès d'une société privée spécialisée dans les questions de défense (Thales) et dépendant directement du contrôle de l'Etat – qui définit les règles d'accès à la base de données.

Nous pouvons constater ci-dessous que le gouvernement français a profité de l'avènement des nouveaux moyens de communications et des nouvelles interfaces d'interconnexion des opérateurs pour créer une base de donnée conséquente, couvrant l'ensemble des communications sur le territoire français et nécessitant une infrastructure relativement élaborée. Ce type d'infrastructure n'aurait pas pu exister sans l'évolution technologique dans le domaine des télécommunications.

La PNIJ dans son environnement



Délégation aux Interceptions Judiciaires

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

DIFFUSION RESTREINTE 6

Figure 13 - Structure du réseau d'interception des télécommunications en France (L'Express, 2013)

- Applicabilité à d'autres situations

Techniquement, nous pouvons considérer que ces méthodes de renseignement sont valides également dans d'autres conditions en d'autres lieux, seule la dimension du réseau varie.

Autrement dit, et pour en revenir à la situation du Grand Moyen-Orient, rien n'empêche un opérateur de dupliquer les flux d'informations pour les transmettre à quelque destinataire que ce soit, le duplicata pouvant être envoyé virtuellement à n'importe quel endroit du monde. Cet état de fait permet de comprendre les intérêts russes et américains à l'égard des opérateurs scandinaves, présents en Russie et dans un périmètre couvrant la Scandinave à l'Asie du sud-est, en passant par le Moyen-Orient. Si les Russes craignent une possible fuite d'informations vers les Etats-Unis, ces derniers pourraient souhaiter tirer parti de l'avantage scandinave et des technologies des télécommunications afin de renforcer leurs propres capacités en matière d'intelligence.

Par ailleurs, Telenor semble avoir lancé la consolidation d'un vaste réseau IP entre la Norvège et les onze opérateurs qu'il contrôle directement, puisqu'il vient de recruter environs 5

ingénieurs destinés à l'intégration dans des projets intercontinentaux – le groupe Vimpelcom n'est donc pas encore concerné par un processus similaire, puisque le holding Altimio envisage toutes les possibilités afin d'empêcher son « partenaire » norvégien d'obtenir la majorité du capital et des droits de votes.

e. L'importance des réseaux

Nous avons essayé de décrire, dans cette courte partie relativement plus technique, les différentes possibilités offertes par les mécanismes de *Signal Intelligence* dans le développement des réseaux IP.

Au vu des flux sans cesse croissants, une puissance qui cherche à anticiper certaines tendances, dans les régions pour lesquelles elle exprime un intérêt, ne peut se passer de ce type d'outil dans la gestion de sa politique étrangère. L'aspect « critique » de ces développements amène donc à une concurrence entre les Etats afin de contrôler le plus d'infrastructures possibles, afin de ne pas rater une information décisive. La quantité de données échangées est telle que, par contre, peu d'Etats peuvent parvenir seuls à contrôler l'ensemble des signaux qui s'offrent à eux, obligeant à une certaine collectivisation de la collection d'intelligence.

Ceci donne lieu à une redistribution de la puissance dans ce domaine, permettant à de plus petites puissances de jouer un rôle d'arbitre sur la scène internationale, par leur implication dans des secteurs de hautes technologies – connues de beaucoup mais maîtrisées par peu – et à haute valeur ajoutée.

Si nous tenons compte de la quantité d'informations échangées à chaque seconde, que ce soit en communications téléphoniques ou en échanges électroniques, il y a, potentiellement, énormément de ressources à disposition de celui qui détient l'infrastructure. Il est, en effet, possible de voir qui communique et ce qui est communiqué. Au niveau de la sécurité nationale, ça aurait, pour effet, de pouvoir anticiper les menaces directes – notamment ce qui a trait au terrorisme – que la montée de certains concurrents au niveau régional – quels contacts sont établis par les grandes puissances avec les différents gouvernements. Les télécommunications au sens large deviennent une ressource non négligeable, puisqu'il s'agit de pouvoir se renseigner sur la situation dans la région.

Bien évidemment, au-delà de l'aspect « renseignement » de la gestion du réseau, nous devons aussi considérer l'aspect économique. Les communications suivant la globalisation de l'économie, il y a également des enjeux à ce sujet. Nous allons par conséquent aborder cet aspect des choses dans le chapitre suivant.

5. Les petites puissances scandinaves au pouvoir (?)

Dans cette section, nous aborderons les Etats Scandinaves sous l'angle des « petites puissances ». Il s'agira de démontrer que, malgré une puissance militaire moindre, ces Etats bénéficient d'attributs qui les rendent puissants dans d'autres domaines.

Nous verrons, en effet, que les investissements dans les réseaux de télécommunications du Grand Moyen-Orient donnent un avantage certain dans la conduite des politiques étrangères dans cette région. Ceci oblige dès lors les grandes puissances – en incluant la superpuissance américaine – à devoir composer avec les Scandinaves dans certaines de leurs décisions et approches adoptées dans cette région.

Cette présence scandinave dans cette partie du Rimland influence la manière dont la Russie perçoit son environnement et modifie les possibilités d'actions des Américains. La Suède et la Norvège peuvent donc se placer en rôle d'arbitre entre les deux, leur ambivalence étant un facteur d'incertitudes tant pour Washington que pour Moscou.

Par ailleurs, suite aux brèves considérations que nous avons abordées par rapport à la technologie, nous pourrions essayer de voir pourquoi les Scandinaves se placent dans la posture de « revendeurs » potentiels d'intelligence, que ce soit au bénéfice de la Russie ou des Etats-Unis. Nous en reviendrons à l'affirmation du chapitre précédent, concernant le probable « contrôle du monde » par le contrôle des réseaux. Ceci nous permettra de voir que la puissance passe progressivement de la sphère militaire à la sphère économique – intimement liée avec les développements technologiques et industriels.

Si nous considérons les aides au développement et l'investissement dans des infrastructures de communications critiques, nous pourrions constater que les Etats Scandinaves établissent un ascendant sur les Etats destinataires, qui deviennent à leur tour plus vulnérables.

Au niveau d'une potentielle alliance stratégique, nous pourrions néanmoins identifier quelques indices pouvant laisser à penser que l'avantage ira aux Etats-Unis, ces derniers ayant entretenu – et entretiennent toujours – d'excellentes relations avec les Etats Scandinaves. Les relations entretenues avec la Russie, dont la posture est souvent moins tempérée, ne permettraient sans doute pas un tel degré de collaboration.

a. Les Etats Scandinaves en tant que petites puissances

Une petite puissance se qualifie selon le cadre international dans lequel elle agit. Cela signifie que, pour être une petite puissance, l'Etat doit être soumis à de nombreuses limitations dans son activité sur la scène internationale malgré certains avantages pratiques – tel que les ressources, la situation géographique, etc. Une des caractéristiques majeures de la petite

puissance est, par définition, la vulnérabilité à la coercition, à la menace ou à la pression (Gerger, 1975).

Dans l'étude de la situation turque durant la période 1940-1970, Haluk Gerger se réfère aux travaux de David Vidal et précise que la petite puissance cherchera à éviter les conflits tant qu'il est possible de le faire et à s'adjoindre un allié puissant en cas de menace concrète de son intégrité (1975, pp. 109-112). Ceci implique concrètement qu'une petite puissance ne peut garantir sa neutralité sans le soutien d'une autre puissance, plus grande.

- Considérations historiques

Si nous nous référons à l'histoire de la Norvège et de la Suède ces deux derniers siècles, nous pouvons nous rendre compte qu'ils rentrent dans cette catégorie de puissances. Il nous suffit de voir que, depuis la défaite face à la Russie impériale au début du 19^{ème} siècle, la Suède a décidé d'une politique de neutralité, qui doit être tempérée. La Suède s'est temporairement appuyée sur l'Allemagne nazie pour garantir son indépendance face à l'avancée russe, la Finlande étant déjà aux mains des Soviétiques. Stockholm n'a effectivement émis aucune objection à l'utilisation des ressources minières suédoises par Berlin, en ce qui concerne son effort de guerre (Nilson, 2007), et finira par aider, informellement, les alliés dès janvier 1945. De l'autre côté de la frontière, concernant l'attaque de la Norvège par les troupes de la Wehrmacht en 1940, les alliés se sont organisés pour aller à la rescousse du roi Hakon VII, ce dernier n'ayant pas les ressources pour assurer l'intégrité de son territoire et les Alliés d'alors craignant l'ouverture d'un front maritime sur la façade atlantique (Kersaudy, 2002).

De fait, durant la guerre froide, les Etats scandinaves ont dû s'appuyer sur l'Occident pour assurer leur sécurité, même s'ils étaient tentés par une voie médiane. C'est pour s'assurer de l'indépendance politique et territoriale que la Norvège a rejoint l'OTAN et que la Suède a, avant de rejoindre l'Union Européenne en 1995, officieusement accepté de surveiller la Mer Baltique pour le compte de cette organisation de défense collective. Les deux Etats ont, durant cette période, émis de nombreuses craintes vis-à-vis de l'URSS.

Malgré la disparition du bloc soviétique, il semble néanmoins que la menace n'ait pas définitivement disparue...

- Les Etats Scandinaves sur la scène internationale

Nous allons ici nous intéresser au comportement de la Norvège et de la Suède sur la scène internationale. Cette analyse nous permettra, sur base de notre définition de la « petite puissance », de définir en quoi leur politique internationale contemporaine s'inscrit dans la continuité de celle envisagée durant le 20^{ème} siècle. Les deux Etats tentent effectivement d'apparaître de la manière la plus neutre possible, mais restent proches de la superpuissance.

Situés à un point d'intersection entre la Russie et la sphère d'influence des Etats-Unis, la Norvège et la Suède savent qu'ils doivent trouver un point d'équilibre entre les deux. C'est pour cela que les positions adoptées par l'un et l'autre révèlent un certain degré d'ambivalence. Nous avons pu, dans notre premier chapitre, nous rendre compte que la disparition de l'URSS n'a pas permis d'éliminer la menace – militaire – qui plane sur ces Etats, puisque la Russie a repris, récemment, l'habitude de faire des exercices militaires dans la région.

Ne pouvant évidemment faire face, seuls, à une telle armée, les Etats Scandinaves se doivent de jouer sur un autre tableau. Joseph Nye établit d'ailleurs que le jeu sur la scène internationale se découpe en trois jeux d'échecs superposés ; si les Américains sont les leaders de l'échiquier supérieur, les forces sont beaucoup mieux réparties sur l'échiquier intermédiaire, celui de la puissance économique (2004, pp. 4-5). C'est donc sur l'échiquier économique que les Etats Scandinaves se doivent de prendre le dessus, n'ayant pas les ressources nécessaires pour réellement compter sur la puissance militaire.

Afin de prendre l'ascendant dans le domaine économique dans les pays en développement ou en reconversion, les Etats Scandinaves jouent sur le registre des valeurs : promotion de la démocratie, liberté d'entreprise, promotion de la paix et du développement, etc. Ceci joue, à plein, la carte du *Soft Power*, qui est le pouvoir d'un Etat à faire accepter à un autre Etat des politiques qui devraient apparaître comme légitimes (Nye, 2004). C'est d'ailleurs ce qui permet à la Suède, notamment, de jouer un rôle important au niveau de l'attitude de l'Union Européenne sur les questions de relations internationales¹¹, que ce soit l'aide au développement ou la promotion des droits de l'homme.

Par ailleurs, la manière dont l'investissement à l'étranger a été envisagé – d'abord prendre le contrôle des infrastructures de télécommunications – permet aux Etats Scandinaves de jouer sur le 3^{ème} échiquier, qui est celui des problématiques transnationales. Le contrôle des réseaux, comme nous l'avons indiqué, permet d'accéder à une ressource inestimable dans cette catégorie d'enjeux : l'information.

Ces succès sur les deux échiquiers inférieurs permettent aux Scandinaves « d'exister » sur la scène internationale. Sur l'échiquier supérieur, ils comptent sur l'OTAN et sur les Etats-Unis, comme en témoignent l'intégration officielle de la Norvège et de l'implication sans cesse croissante de la Suède dans les missions de l'organisation – notamment en Libye, où le

¹¹ Cette observation a été faite par un responsable diplomatique en charge à Stockholm

gouvernement suédois avait mobilisé huit avions de chasse de type Gripen, et par l'intermédiaire d'exercices communs dans la région Baltique.

Les Scandinaves se posent donc, dans la région du Grand Moyen-Orient, comme acteurs stratégiques. Ils s'implantent relativement rapidement dans la région, dans un domaine stratégique. Ils influencent donc l'économie, peuvent devenir source de renseignements pour d'autres Etats et peuvent exercer certaines formes de pressions – relativement atténuées néanmoins – aux gouvernements locaux.

b. Des petites puissances en ascension ?

Nous avons pu observer que les Etats Scandinaves étaient vulnérables d'un point de vue militaire. Par contre, leur engagement dans la sphère économique du Grand Moyen-Orient leur donne un tout autre pouvoir, qui peut être considéré comme aussi important que la puissance militaire.

La globalisation des échanges économiques induit une globalisation des flux de communication. Sans infrastructure fiable et efficace, il est, à l'heure actuelle, quasiment impossible pour un Etat de voir un développement économique interne se produire. Autrement dit, la présence des sociétés scandinaves conditionne, actuellement, l'évolution économique des Etats dans lesquelles elles investissent.

Aussi, ces investissements ont été également encouragés par les gouvernements locaux, qui souhaitent éviter les influences russe ou américaine sur leur territoire. L'ouverture du marché aux Scandinaves permettait donc de garder une relative neutralité et de pouvoir redévelopper un réseau de télécommunications qui était alors obsolète.

Dans un monde « télécom » en perpétuelle réinvention et industriellement extrêmement mouvant – certains grands groupes se font et se défont¹² –, il y a toujours un risque qu'un Etat puisse prendre possession d'infrastructures critiques. C'est-à-dire que, successivement, un opérateur peut être français un jour, anglais le lendemain et racheté par un consortium qatari le surlendemain. Si beaucoup d'Etats considèrent les réseaux de télécommunications comme relevant de la sécurité nationale, nous pouvons donc en comprendre les enjeux.

Rapporté à la situation stratégique du Moyen-Orient, ni la Russie ni les Etats-Unis ne peuvent souhaiter que les Scandinaves perdent le contrôle des réseaux. Il serait, en effet, plus facile pour l'un et l'autre d'essayer d'influencer une petite puissance plutôt qu'une grande. Sans compter que la Chine est toujours prête à reprendre des actifs qui seraient en rapport avec son projet de *Nouvelle Route de la Soie*.

¹² Voir notamment les anciens grands opérateurs Worldcom, Orascom, Econet, etc.

Les entreprises scandinaves ouvrent donc un potentiel front de vulnérabilité pour les Etats du Grand Moyen-Orient, tout en mettant en balance les intérêts économiques et géopolitiques de la Russie, des Etats-Unis et de la Chine. Les petites puissances scandinaves semblent donc être sur le point de prendre un ascendant, leur permettant de sécuriser leur place sur la scène internationale et l'intégrité physique de leur territoire, en éliminant la vulnérabilité militaire par l'expansion économique. Leur pouvoir sur de multiples facteurs au Moyen-Orient en fait des acteurs incontournables, qu'aucune grande puissance ne peut déloger sans mettre à mal la tentative de stabilisation de la région.

c. De la petite puissance militaire à la grande puissance économique par l'interdépendance et le *soft power*

L'interdépendance économique peut jouer à l'avantage de puissances qui essaient d'en tirer parti (Nye, 2011, p. 55). Si ce cas de figure est envisagé dans le chef d'une grande puissance chez Joseph Nye, il peut également être vu sous l'angle des « petites puissances ».

En créant une situation dans laquelle les Etats Scandinaves génèrent une situation de dépendance économique, ils peuvent en effet essayer de tirer un avantage vis-à-vis de l'Etat qui serait le plus dépendant de la relation. Il s'agit donc de tenter de créer un déséquilibre à leur avantage.

Nous tenterons donc d'observer en quoi cette interdépendance influence la Russie, les Etats du Grand Moyen-Orient et les Etats-Unis, chacun ayant des ambitions fort différentes dans la région considérée.

▪ Vis-à-vis de la Russie

Longtemps, les Russes ont tenté d'empêcher Telenor et TeliaSonera d'investir trop massivement dans les opérateurs russes Vimpelcom et Megafon.

Très récemment, néanmoins, Moscou semble avoir changé de stratégie, abandonnant les procès pour abus de position dominante en Russie et se focalisant sur la revitalisation de l'opérateur historique Rostelecom.

Le risque est que, si les Scandinaves désinvestissent, d'autres Etats puissent prendre possession des deux plus grands opérateurs.

Au vu de la capitalisation boursière de Vimpelcom et de la valeur estimée de Megafon – qui n'est pas cotée sur le marché – seuls les Etats les plus riches pourraient y investir aisément. Il pourrait donc être préférable pour les Russes de garder les investissements émanant de petites puissances plutôt que de grandes puissances.

Aussi, ce désinvestissement ferait chuter la valeur de ces sociétés et fragiliserait une partie de l'économie russe – s'il n'y a plus de confiance dans l'économie, cette dernière aura tendance

à se contracter. En effet, très peu d'investisseurs pourraient être intéressés à investir dans une économie qui a décidé de se passer de l'investissement d'Etats considérés comme sérieux et fiables. L'*interdépendance* économique se conjugue donc avec le *soft power*.

Par ailleurs, la Russie tente de redorer son image dans la région, afin de pouvoir y reprendre une assise confortable et d'augmenter les échanges économiques avec les anciennes républiques soviétiques du nord du Grand Moyen-Orient. Une opposition trop forte aux Scandinaves pourrait donc desservir ses ambitions régionales, puisque ces derniers bénéficient d'une image forte et respectable auprès des gouvernements concernés.

Il pourrait donc paraître préférable pour Moscou d'essayer de garder la situation actuelle telle quelle, même si l'influence scandinave est forte dans la gestion des opérateurs Vimpelcom et Megafon, en espérant, à terme, pouvoir les récupérer d'une autre manière. Il pourrait être plus facile d'influencer les voisins scandinaves si les liens économiques entre Russie et Scandinavie se poursuivaient sans trop de heurts.

Les Etats Scandinaves peuvent donc partiellement contrôler leur remuant voisin.

- Vis-à-vis des pays du Grand Moyen-Orient

Les Etats de cette région sont en recherche de développement. Il s'agit, pour eux, d'essayer de se détacher de l'influence russe, de se démocratiser et de relancer une économie encore en sommeil.

Par le recours à l'aide au développement, les Scandinaves ont réussi à créer une situation d'interdépendance à leur avantage. Ils conditionnent les aides au développement démocratique et au respect des droits de l'homme. Etant donné que les montants sont relativement importants et que les Scandinaves bénéficient d'une image internationale presque parfaite, peu d'Etats de la région ne s'opposent aux idées et propositions émanant de Stockholm et d'Oslo.

L'investissement dans les réseaux de télécommunications était un élément déterminant dans le processus de redéploiement économique de la région, et la réputation des sociétés suédoises dans le domaine leur a ouvert la porte de ces Etats. Il faut dire que la Scandinavie est le berceau du GSM – issu de la collaboration entre les universités de Luleå et d'Helsinki – et le premier réseau Internet national à dépasser les 100 megabits a vu le jour en Suède au début des années 2000. Egalement, la première offre de télévision digitale par câble a été proposée dès 1997 par la société suédoise ComHem. La Scandinavie a donc pris part à la plupart des évolutions technologiques récentes dans le domaine des réseaux de télécommunications, participant à l'élaboration de nombreux standards et ayant la maîtrise de la gestion de ce type d'infrastructures.

Cette réputation scandinave d'excellence dans les réseaux de télécommunications a donc amené de nombreux Etats à ouvrir un accès virtuellement illimité aux marchés nationaux pour les opérateurs scandinaves¹³.

Ceci crée certes une situation d'interdépendance économique à l'avantage des Scandinaves, mais joue aussi sur le caractère néo-impérialiste que nous avons déjà soulevé dans le chapitre un. Les gouvernements concernés par les investissements norvégiens et/ou suédois sont, en effet, indirectement soumis à suivre une ligne de conduite imposée par les capitales scandinaves. En cas de contestation, le risque serait que l'aide au développement ne soit plus présente, impactant négativement le développement. Un autre enjeu serait que les réseaux de télécommunications soient potentiellement désinvestis par TeliaSonera et Telenor, permettant à d'autres Etats – ou groupes de télécommunications proches d'autres Etats – de prendre une position de choix au sein de l'organisation économique dans le Grand Moyen-Orient. S'agissant de préserver un certain degré d'indépendance vis-à-vis de la Russie, peu d'Etats peuvent se permettre d'ignorer les « conseils » émanant de Stockholm ou d'Oslo.

Il est donc plus intéressant d'avoir une influence des Etats Scandinaves, si cela empêche Moscou de reprendre une position dominante dans la région.

Par ailleurs, l'absence de la Russie dans les réseaux locaux pourrait permettre une meilleure collaboration entre les Etats et les opérateurs dans des dossiers plus importants, tels que la lutte contre le terrorisme ou le narcotrafic. L'indépendance vis-à-vis de Moscou permet donc d'assurer une meilleure sécurité nationale pour les Etats de la région.

L'évolution et le développement des Etats du Grand Moyen-Orient dépendent donc fortement de l'implication scandinave. Les Suédois et les Norvégiens se retrouvent, par conséquent, en position de force par rapport à des gouvernements qui sont, comparativement, dans une situation relativement défavorable.

▪ Vis-à-vis des Etats-Unis

Si les Etats-Unis ne peuvent investir directement dans des infrastructures critiques dans la région – ce qui pourrait être considéré comme une posture agressive et impérialiste aux yeux de certains dirigeants –, il n'en reste pas moins qu'ils ont besoin d'avoir accès aux infrastructures de télécommunications locales. Il s'agit, en effet, pour Washington d'une question de sécurité nationale.

¹³ Un exemple, hors Moyen-Orient toutefois : Telenor est le seul opérateur à avoir pu acheter plus de 50% des parts de l'opérateur historique thaïlandais DTAC, outrepassant une loi de limitation des investissements directs. Le marché était fermé à tous les autres acteurs.

Si, durant la guerre froide, le système Echelon a permis de garantir l'intégrité du territoire américain et de préserver la population d'éventuelles menaces du bloc soviétique, il est apparu que les Etats-Unis n'étaient plus en position d'anticiper des menaces provenant de l'extérieur. Les attentats du 11 septembre ont mis en évidence les faiblesses du renseignement américain, ayant un impact sur la confiance qu'avait la population. La « globalisation du risque », qui apparaît avec les problématiques transnationales (Beck, 2001), a donc modifié les demandes de la population américaine à l'égard de son gouvernement. Il faut donc, pour Washington, avoir la possibilité de repérer les communications des groupes terroristes et autres narcotrafiquants, afin de bloquer la menace là où elle se prépare. Il s'agit donc de répondre préventivement aux risques d'attentats sur le territoire américain.

Par ailleurs, les Russes et les Chinois tentent d'étendre leur influence sur la région, afin de tirer profit des ressources présentes. Si les premiers cherchent à s'ouvrir un accès vers les mers chaudes, les seconds essaient de trouver des moyens techniques pour relier l'Europe à la Chine sans passer par les océans – ce qui peut paraître relativement paradoxal. Au vu de l'importance de la région en terme de carrefour géographique, il est nécessaire pour les Américains de pouvoir estimer les avancées des uns et des autres, afin d'anticiper et de répondre au mieux aux derniers déroulements.

Dans ces politiques sécuritaires, les Scandinaves pourraient jouer un rôle fondamental. Le contrôle des réseaux de télécommunications permet l'accès à une ressource inestimable pour les Américains : l'information. Avec le développement technologique des réseaux IP, il pourrait apparaître faisable de transmettre une information de qualité, rapidement et à faible coût, pour peu que l'infrastructure d'analyse soit correctement dimensionnée – à titre indicatif, un supercalculateur moderne tel que le « Titan » situé à Oak Ridge aux Etats-Unis peut traiter et analyser simultanément plus de 17.000 milliards d'informations à la seconde. Un Etat suffisamment riche et avancé pourrait, par conséquent, s'équiper de ce type de supercalculateur nécessaire à un traitement automatisé de données complexes et nombreuses. Que la superpuissance se repose sur ces « petites puissances » pourrait paraître probable.

D'un autre côté, l'influence scandinave sert de toute manière les intérêts américains, puisque tant que les gouvernements suédois et norvégiens peuvent influencer les gouvernements dans le Grand Moyen-Orient, cela peut bloquer temporairement les ambitions chinoises et russes. Et la promotion de l'idéal démocratique par les Scandinaves joue dans le même registre de valeurs que l'administration Obama souhaite véhiculer. Il y a donc, informellement, une convergence d'intérêts entre Suédois, Norvégiens et Américains, ce qui ne semble définitivement pas être le cas avec les Russes ou les Chinois.

Par contre, dans la région scandinave, tant Oslo que Stockholm ont besoin des Américains afin d'assurer le maintien de leur territoire en cas d'agression militaire. Même si celle-ci est relativement improbable, Moscou a cherché à démontrer, récemment, que la Scandinavie n'était pas invulnérable en réalisant quelques opérations d'entraînement militaire entre la Suède et l'île du Gotland – de source diplomatique, cette île est considérée comme un endroit hautement stratégique pour la défense de la Suède.

Dans la pratique, il est plausible de concevoir telle collaboration. Les Etats scandinaves ont besoin des Etats-Unis et de l'OTAN pour leur sécurité nationale, et les Etats-Unis ont besoin des Scandinaves pour récupérer des informations nécessaires à la lutte contre le terrorisme, et au maintien de la Russie et de la Chine hors de la région. Ces trois Etats ont donc un avantage certain à collaborer dans cette région du monde. Les Etats-Unis l'ont bien compris, ce qui les amène à essayer une « opération séduction » en mettant en perspective les liens culturels entre la Scandinavie et l'Amérique. C'est dans ce but qu'ils promeuvent les échanges universitaires, invitent les responsables suédois à certaines célébrations – dont celle de la fondation du Delaware par des Suédois – et tentent de toucher les populations scandinaves par un contact soutenu et régulier entre les responsables diplomatiques américains et différentes associations culturelles scandinaves.

d. Petites puissances en Europe mais grandes puissances au Moyen-Orient ?

Nous avons essayé, dans ce chapitre, de voir comment les investissements scandinaves dans la région du Grand Moyen-Orient avaient reconfiguré les rapports de forces et en quoi la Suède et la Norvège étaient devenus des acteurs de poids.

L'implication de ces deux Etats dans la région a modifié l'approche que les Russes, les Américains et – dans une moindre mesure – les Chinois avaient adopté initialement par rapport aux Etats qui composent la zone considérée.

Les Scandinaves bénéficient de leur image positive sur la scène internationale, leur permettant d'investir plus aisément, là où l'action de la Russie, des Etats-Unis ou de la Chine soulève une interrogation par rapport à la question de l'indépendance des Etats ciblés. L'implication sans cesse croissante des Scandinaves – que ce soit sur le plan de l'aide au développement, à la promotion de la démocratie ou au libéralisme économique – a pour effet direct d'augmenter l'emprise que ceux-ci ont sur les gouvernements locaux.

Il faut considérer, en effet, que l'action scandinave sur le terrain cherche, certes, à améliorer les conditions de vie des populations locales, mais a également pour effet induit de rendre ces Etats dépendants des volontés et desideratas suédois et norvégiens. Il devient donc difficile pour tout autre acteur de rentrer dans les systèmes économiques et sociaux du Grand Moyen-

Orient en ignorant les ambitions scandinaves. De fait, les Scandinaves se posent en « grandes puissances » économiques dans la région.

Nous nous retrouvons, par conséquent, devant des Etats qui n'auraient que peu de poids, s'ils n'alliaient l'aspect « aide au développement » et investissement dans les technologies de télécommunication. Cela rend les pays scandinaves beaucoup plus importants sur la scène internationale. Si la Norvège n'existe, sous sa forme moderne, que depuis le début du 20^{ème} siècle, la Suède s'est, pour sa part, retirée du jeu international dès le début du 19^{ème} siècle. Par conséquent, le retour sur la scène internationale a dû se faire, progressivement, à la fin de la guerre froide, lorsque le géant soviétique ne pouvait les menacer, territorialement parlant.

Nous sommes donc en présence d'Etats qui, par leur recours au *soft power* et à l'investissement dans des marchés « émergents », deviennent incontournables, car beaucoup plus suivis par les Etats le plus faibles. Ces derniers, effectivement, cherchent en général à éviter l'influence des grandes puissances, puisque le risque de « mauvais accord » est plus grand. Il s'agit donc, pour les grandes puissances, d'essayer de se lier avec les Etats Scandinaves, afin de pouvoir profiter de leur aura. La Norvège et la Suède ont donc, en général, la main sur le déroulement de leurs politiques étrangères et sur les relations qu'ils entretiennent avec les plus grands – Russie, Chine et Etats-Unis.

Par ailleurs, tant en Suède qu'en Norvège, les gouvernements espèrent que les opérateurs de télécommunications servent des objectifs politiques. Dans le cas de la Suède, nous avons déjà observé dans les discours tenus par les membres du ministère des affaires étrangères véhiculaient un message politique. Dans le cas de la Norvège, cette démarche apparaît dans le rapport annuel de Telenor, même si cela peut entrer en opposition avec les intérêts russes, puisque : « *le gouvernement norvégien a exprimé sa confiance dans le rôle de Telenor comme actionnaire dans Vimpelcom et dans les actions que la société a prise afin d'assurer que ses valeurs éthiques sont [également] promues au travers des opérations [menées] par Vimpelcom* »¹⁴. (Telenor, 2012, p. 4)

L'importance politique de ces opérateurs est, par conséquent, visible. Ils participent donc, ne fût-ce qu'indirectement, au projet de politique étrangère de leur Etat de référence.

¹⁴ “*The Norwegian government has expressed confidence in Telenor’s role as an investor in VimpelCom and the actions the company has taken to ensure that its ethical values are upheld throughout VimpelCom’s operations.*”

6. Limites à considérer concernant l'étude présentée

Nous ne pouvons décemment pas conclure cette étude de cas sans aborder les limites inhérentes au processus. Les limites de temps, les contraintes d'espace font qu'il n'a pas été possible d'envisager la problématique dans son intégralité.

a. Difficultés liées au caractère diplomatique de la problématique

Une des premières limites provient du caractère confidentiel des relations interétatiques. S'il est possible d'estimer, par analogies historiques et par recherche de convergences, les probabilités de coopération – ou de non-coopération – entre des Etats, il n'est pas possible d'établir avec précision jusqu'à quel degré les rapports entre eux sont cordiaux ou non. Si les interviews qui ont servi de base au présent mémoire nous ont permis de dégager une ligne de conduite et d'établir des liens clairs entre les protagonistes considérés, certaines questions liées au renseignement sont, malheureusement, restées sans réponse claire.

Par ailleurs, la région considérée est le théâtre d'une concurrence forte entre puissances. Tout y reste à faire, de la démocratisation à l'industrialisation, et beaucoup d'Etats souhaiteraient être présents de manière visible et effective. Si nous considérons le triangle Scandinavie – Etats-Unis – Russie, chaque Etat a un rapport particulier avec la région et peu font s'expriment publiquement sur le type de relations qu'ils entretiennent avec les gouvernements locaux.

Nous savons que la Russie cherche à étendre son influence, mais il est difficile de réellement jauger de l'état d'avancement de son ambition et d'estimer les chances réelles que cette démarche aboutisse.

Egalement, nous savons que les Etats-Unis s'intéressent à la région pour empêcher les Russes et Chinois de profiter de ressources et, en même temps, essayer de stopper les menaces terroristes dans leurs terres. Il n'est par contre pas possible de voir, avec précision, en quoi la tactique américaine réussit et/ou échoue.

Il aurait pu être également intéressant d'établir un parallèle avec les difficultés rencontrées par Vimpelcom dans la gestion de sa filiale Djezzy en Algérie. Cette filiale est en effet soumise à une forte pression du gouvernement, entraînant la visite de Vladimir Poutine lui-même dans une ultime tentative d'empêcher la saisie des avoirs de cette société.

b. Difficultés liées au processus de démocratisation même

Si les Scandinaves ambitionnent de rendre la région démocratique, il faut voir que ce processus est relativement lent et représente un travail de longue durée. Si la tendance se confirme, il n'est pas dit qu'un retournement de situation ne puisse avoir lieu. Dans ce cas, le développement du statut de la Scandinavie en tant que « petite puissance européenne et

grande puissance au Moyen-Orient » ne peut être qu'invalidé, ce retournement marquant un échec certain des stratégies suédoises et norvégiennes pour la région.

Par ailleurs, rien ne dit que le processus de démocratisation se fera en douceur, comme souhaité par les capitales scandinaves. L'extension des moyens de communications peut également être vectrice de frictions, renforçant l'instabilité de la région. Il n'existe aucune garantie que ce soit que cela permette de démocratiser les Etats. Comme indiqué précédemment, s'il n'y a pas de contestation traversant la population à la base, il n'y a aucune valeur ajoutée, en termes démocratiques, à la promotion des réseaux de télécommunications. L'objectif des politiques scandinaves ne seraient donc pas rempli.

La résultante d'une politique était soumise à l'ensemble collectif des actions individuelles, il n'est jamais certain que, à l'analyse, le résultat escompté soit effectivement observé.

c. Limites liées à la caractérisation technique des réseaux

Le problème ici est plus de l'ordre de la compréhension. Il est difficile de considérer l'ensemble des possibilités offertes par les avancées technologiques en quelques pages. Considérant que la formalisation d'une partie de cette technologie prend souvent plusieurs années et que la description d'un seul paramètre peut parfois prendre plusieurs dizaines de pages, il n'est pas aisé de choisir les éléments les plus pertinents.

A titre d'exemple, le document de l'I3Forum cité dans le chapitre 4 ne contient que 43 pages, alors que ce n'est qu'un « état de l'art » à destination des opérateurs internationaux désireux d'uniformiser leurs plateformes. L'ensemble des références croisées nécessaires à la rédaction de ce document représente, en réalité, le résultat d'une analyse de plus d'un million de pages de documentations et autres considérations techniques, tirées des recommandations de l'ITU, du GSMA, du 3GPP et de l'IETF.

Par ailleurs, de nombreuses implémentations techniques ne sont encore qu'au stade du *draft*, testées en direct par de nombreux opérateurs sur des réseaux de test – voire parfois sur des réseaux fonctionnels et accessibles publiquement.

Il y a donc encore beaucoup d'autres innovations qui sont en cours de développement et qui pourraient impacter une partie du raisonnement établi dans ce document.

Le processus de vulgarisation tenté ici aurait également pu avoir un tout autre impact dans un nombre de pages plus important. Il aurait, en effet, été nécessaire d'illustrer et d'expliquer l'ensemble en comparant les anciennes et les nouvelles technologies, d'expliquer les contenus des messages techniques échangés sur les réseaux afin de bien faire comprendre la flexibilité de ce type de technologie et de saisir correctement l'entière des possibilités offertes par une technologie à laquelle tout le monde a accès, sans toujours en saisir la portée réelle.

d. Limites liées au cas de la Chine, peu abordé

Si nous avons esquissé quelques raisons géopolitiques et géoéconomiques liées au développement économique de la Chine, nous n'avons pas eu l'occasion de soulever l'intérêt que Pékin pourrait avoir dans les réseaux de télécommunications.

Il aurait pu apparaître pertinent d'analyser le contrôle des réseaux par le prisme des fabricants d'équipements ZTE et Huawei. Ces deux sociétés sont soupçonnées, en effet, de participer à une vague d'espionnage industriel, en permettant un accès à distance – par réseau Internet – à toutes les informations échangées par leurs équipements.

Ces sociétés sont également accusées de participer au dumping économique dans la région, impactant négativement les fabricants Alcatel-Lucent (franco-américain), Nokia (finlandais) et Ericsson (suédois). Certains considèrent même que ces sociétés chinoises ont violé de nombreux brevets américains, ce qui crée une distorsion de la concurrence à l'échelle mondiale.

Ceci les a amené à être bannies du territoire des Etats-Unis – l'Algérie a adopté une politique similaire à l'égard de ces fabricants. Il aurait donc pu être intéressant de voir la situation du Grand Moyen-Orient sous cet angle également. Ceci aurait toutefois nécessité une extension de la recherche en dehors des opérateurs *stricto sensu*.

e. Autres limites

Nous allons citer, ici, quelques points qu'il aurait pu être intéressant de considérer.

Nous nous sommes focalisés sur le Grand Moyen-Orient. Néanmoins, il faut savoir que le groupe Vimpelcom est aussi présent au Canada, en Algérie, au Zimbabwe, en République Centrafricaine et en Italie. La problématique du contrôle de cet opérateur par les Russes peut donc être étendue dans une question de sécurité plus globale.

Nous n'avons également que survolé le cas de la Turquie, qui est un pivot géopolitique, tout comme nous n'avons pas abordé la situation en Inde, qui fait partie du Grand Moyen-Orient, comme indiqué sur la carte disponible en introduction.

Dans le cas du réseau Echelon, nous n'avons pas abordé l'importance du croisement entre *Signals Intelligence* et *Human Intelligence* qui fonctionnent, en général, de pair. Aussi n'avons-nous pas abordé toutes les considérations liées à l'analyse des informations et de son influence sur la gestion des politiques internationales américaines.

Nous aurions pu également insister, par de nombreux exemples autres que celui du Storožhevoï, sur l'ambivalence suédoise.

Par ailleurs, nous aurions pu aussi analyser la manière dont les Scandinaves construisent leur image, qui n'est pas nécessairement celle ressentie par leur propre population.

Conclusion

Cette conclusion se doit, en réalité, d'être scindée en deux parties. Il y a, en effet, la partie liée au Grand Moyen-Orient en tant que tel, mais également une partie qui doit aborder les conséquences pratiques pour les Etats Scandinaves.

Scandinavie et Grand Moyen-Orient : enjeux et perspectives

Au travers de ce mémoire, nous avons essayé de voir en quoi des investissements privés avaient des impacts géopolitique et géoéconomique.

Nous avons essayé de décrypter les discours scandinaves afin d'isoler les volontés affichées, d'une part, et les effets réels, d'autre part. Ceci nous a permis de voir que, au-delà d'un discours idéaliste, les Scandinaves sont en réalité extrêmement pragmatiques.

Loin de parler d'un « agenda caché », les gouvernements suédois et norvégien réalisent pleinement l'importance de leur investissement tant dans le domaine de l'aide au développement que de la promotion de l'investissement privé dans le Grand Moyen-Orient. Dans les faits, nous observons que les Scandinaves tentent d'imposer, par l'outil économique, de façonner la région à leur avantage. Il s'agit, pour eux, d'être « au bon endroit, au bon moment » afin de profiter d'une éventuelle croissance économique, qui pourrait leur servir, à terme, à financer leurs propres politiques sociales nationales.

Le discours de promotion de la démocratie leur permet d'ouvrir des portes, de s'afficher comme acteurs fiables et responsables sur la scène internationale. Cela rend assez malvenue toute opposition à leurs ambitions, puisque si le but est de promouvoir la démocratie, un Etat ne peut s'y opposer sans entacher sa propre image auprès des autres Etats. Aussi, l'image populaire de la Scandinavie est celle d'une région progressiste à forte cohésion sociale, ce qui amène souvent « l'exemple scandinave » dans les discussions politiques relatives à la liberté d'expression et au bien-être social.

Nous avons pu observer en quoi leur comportement pouvait apparaître comme néo-impérialiste, et en quoi le recours au *soft power* pouvait amener à ce type de situation.

Par ailleurs, l'implication scandinave dans la région donne, potentiellement, de nouveaux outils à d'éventuels alliés. Les Américains, s'ils parviennent à définitivement rallier la Norvège et la Suède à « leur cause », pourraient effectivement profiter des investissements effectués par TeliaSonera et Telenor dans cette région instable et en tension entre trois grandes puissances.

Si les Scandinaves ont effectivement participé à l'observation de l'URSS durant la guerre froide, il n'est pas impossible que ce type de coopération ne puisse se reproduire. C'est pour

cela que Washington tente une « opération séduction » mettant en scène son corps diplomatique en poste en Scandinavie.

Parallèlement, un retour des grands groupes Vimpelcom et Megafon dans des mains exclusivement russes permettrait à Moscou de reprendre pied dans cette région tant convoitée. Afin de satisfaire ses ambitions, la Russie devra alors jouer sur l'ambivalence scandinave, en démontrant, auprès des gouvernements scandinaves, l'importance du lien entre eux et en s'ouvrant un peu plus vers l'extérieur. Néanmoins, l'actualité récente montre que la Russie pense encore en termes militaires, ce qui ne peut que ralentir ses propres ambitions.

Conséquences directes pour la Scandinavie

Si les investissements dans les Etats du Grand Moyen-Orient donnent un poids important à la Scandinavie dans la région, cela permet également aux gouvernements suédois et norvégiens de sécuriser leur propre territoire.

En effet, vu l'investissement dans des infrastructures critiques dans une zone stratégique, ces Etats sont quasiment assurés d'être défendus en cas d'agression militaire. Il est impensable pour les Américains que les Russes puissent obtenir un accès aussi facile à l'ensemble des réseaux sous la responsabilité de Telenor et de TeliaSonera.

Par ailleurs, un désinvestissement de Vimpelcom par Telenor et de Megafon par TeliaSonera serait la garantie pour Moscou de voir ces opérateurs rachetés par un autre Etat, qui pourrait être moins raisonnable que ne le sont la Suède et la Norvège. La Russie se voit donc contrainte de se modérer quelque peu à l'égard de ces deux Etats.

La sécurité des Etats Scandinaves semble donc passer par l'investissement à l'étranger et la création d'une interdépendance forte. Si la puissance militaire n'est pas de leur côté, ces Etats peuvent jouer sur les deux « échiquiers » du bas, qui concernent la puissance économique et la gestion des problèmes transnationaux. Ils compensent alors leur vulnérabilité militaire par la création d'une vulnérabilité d'ordre économique ou sécuritaire de l'autre. Cela empêche donc toute tentative de menace directe et concrète à leur égard.

Les Etats Scandinaves ont donc réussi à retourner leur statut de « petite puissance » militaire pour devenir des acteurs majeurs sur la scène internationale. Il s'avère donc qu'une opposition insuffisamment argumentée à leur encontre est vouée à se heurter à un mur. Que ce soit la Suède ou la Norvège, leur activité de promotion de la paix et de la démocratie fait qu'ils seront, d'une manière ou d'une autre, protégés par la superpuissance – ou par d'autres grandes puissances au niveau européen. L'avenir du Grand Moyen-Orient, que ce soit en termes de prospérité ou de stabilité, semble donc de plus en plus lié aux politiques décidées à plusieurs milliers de kilomètres de là.

Bibliographie

Ouvrages

- Allin, D. H. & Simon, S., 2010. *The Sixth Crisis: Iran, Israel, America, and the Rumors of War*. New York: Oxford University Press.
- Beck, U., 2001. *La société du risque: Sur la voie d'une autre modernité*. Paris: Flammarion.
- Brzezinski, Z., 1997. *The Great Chessboard*. New York: Basic Books.
- Brzezinski, Z., 2012. *Strategic Vision: America and the Crisis of Global Power*. New-York: Basic Books.
- Cléry, J.-M., 2011. *Anatomie des printemps arabes*. Dans: B. Badie & D. Vidal, éd. *Nouveaux acteurs, nouvelle donne: l'état du monde en 2012*. Paris: La Découverte, pp. 97-107.
- Committee on Foreign Relations, 2012. *U.S. Strategic Objective Towards Iran, Hearing Before the Committee on Foreign Relations, 112th Congress, 1st Session, Washington: United States Senate*.
- Daguzan, J.-F., 1999. *L'Etat et l'entreprise face à la mondialisation*. Dans: P. Lorot, éd. *Introduction à la géoéconomie*. Paris: Economica, pp. 44-55.
- Delpech, T., 2007. *Iran and the Bomb: The Abdication of International Responsibility*. New-York: Columbia University Press.
- Fontanel, J., 2005. *La globalisation en analyse: géoéconomie et stratégie des acteurs*. Paris: L'Harmattan.
- Godeluck, S., 2002. *La Géopolitique d'Internet*. Paris: La Découverte.
- Gray, C. S., 1988. *The geopolitics of super power*. Lexington: The University Press of Kentucky.
- Ismailov, E. & Papava, V., 2008. *The Central Caucasus: Problems of Geopolitical Economy*. New-York: Nova Science Publishers.
- Kemp, G. & Harkavy, R. E., 1997. *Strategic geography and the changing Middle-East*. Washington D.C.: Brookings Institution Press.
- Kersaudy, F., 2002. *Churchill contre Hitler - Norvège 1940: la victoire fatale*. Paris: Tallandier.
- Lake, D. & Morgan, P., 1997. *The New Regionalism in Security Affairs*. Dans: D. Lake & P. Morgan, éd. *Regional Order: Building Security in a New World*. University Park, PA: The Pennsylvania University Press, pp. 3-29.

- Lorot, P., 1999. Etats-Unis: "la diplomatie du négoce". Dans: P. Lorot, éd. Introduction à la Géoéconomie. Paris: Economica, pp. 103-113.
- Lowenthal, M. M., 2012. Intelligence: from secrets to policy. 5ème éd. Washington: Congressional Quaterly Press.
- Nilson, U., 2007. What Happened to Sweden? - while America became the only superpower. New York: Nordstjernan Förlag.
- Nye, J. S., 2002. The paradox of American power: why the world's only superpower can't go it alone. New-York: Oxford University Press.
- Nye, J. S., 2004. Soft Power, The Means to Success in World Politics. New York: Public Affairs.
- Nye, J. S., 2011. The future of power. New York: Public Affairs.
- Paquin, S., 2008. La Nouvelle Economie Politique Internationale. Paris: Armand Colin.
- Petiteville, F., 2011. Wikileaks ou la subversion de la diplomatie internationale. Dans: B. Badie & D. Vidal, eds. Nouveaux acteurs, nouvelle donne: l'état du monde en 2012. Paris: La Découverte, pp. 86-97.
- Ratte, P., 1999. Retour à la puissance économique. Dans: P. Lorot, éd. Introduction à la Géoéconomie. Paris: Economica, pp. 21-30.
- Sloman, J., 2008. Principes d'économie. 6ème éd. Londres: Pearson Education.
- Young, G. D., 1982. Mutiny on Storozhevoy: a Case Study of Dissent in Soviet Navy. Monterey, CA: Naval Postgraduate School.

Articles de revues

- Bauchard, D., 2007. Un Moyen-Orient en recomposition. Politique Etrangère, Volume 2007/2 Eté, pp. 397-410.
- Chillaud, M., 2008. Les adaptations des équilibres stratégiques en Europe Septentrionale. Revue Internationale et Stratégique, 2008/1(69), pp. 43-54.
- Di Rienzo, S. R. & David, D., 2006. Terrorisme: une forme inédite de l'expression de la puissance. Politique Etrangère, 2006/2(Eté), pp. 375-384.
- Gerger, B. H., 1975. Small States: a tool for analysis. The Turkish yearbook for international relations, Volume 15, pp. 108-118.
- Godzimirski, J. M., 2011. Russie-Scandinavie: les liaisons dangereuse?. Outre-Terre, 2011/1(27), pp. 57-74.
- Guerlain, P., 2007. Le Retour du Discours Impérialiste aux Etas-Unis. Revue Française d'Etudes Américaines, 2007/3(113), pp. 5-25.

Lin, C., 2013. China's strategic shift toward the region of the four seas: the Middle Kingdom arrives in the Middle East. *Middle East Review of International Affairs*, 17(1), pp. 32-55.

Nocetti, J., 2012. Russie: le Web réinvente-t-il la politique?. *Politique Etrangère*, 2012/2(Eté), pp. 277-289.

Parsons, M., 2002. The special relationship 1945-1990: myth or reality?. *Etudes Anglaises*, 2002/4(55), pp. 456-471.

Documents en ligne

AAPT Limited, 2013. AAPT report series - Telecommunication trends. [En ligne] Disponible sur: <https://aapt.com.au/aapt-report-series-telecommunication-trends> [Accès le 19 Mai 2013].

Begen, A. C. & Perkins, C., 2011. Duplicating RTP streams. [En ligne] Disponible sur: <http://www.ietf.org/proceedings/82/slides/avtcore-9.pdf> [Accès le 20 Avril 2013].

Cisco, 2013. Network management solutions: Optimize infrastructure for IPTV service. [En ligne] Disponible sur: http://www.cisco.com/en/US/technologies/tk869/tk769/technologies_white_paper0900aecd80730d28.html [Accès le 19 Mai 2013].

L'Express, 2013. Internet, SMS,... Comment Thalès va mettre la France sur écoute. [En ligne] Disponible sur: http://lexpansion.lexpress.fr/high-tech/internet-sms-comment-thales-va-mettre-les-reseaux-francais-sur-ecoute_383757.html [Accès le 7 Mai 2013].

Los Angeles Times, 2008. Russian nationalist advocates Eurasian alliance against the U.S.. [En ligne] Disponible sur: <http://www.latimes.com/news/nationworld/world/la-fgw-dugin4-2008sep04,0,2871108.story?page=1> [Accès le 6 Mai 2013].

Rostelecom, 2013. Rostelecom Factsheet. [En ligne] Disponible sur: <http://www.rostelecom.ru/en/ir/factsheet/> [Accès le 5 Mai 2013].

Telegeography, 2010. Global traffic map 2010. [En ligne] Disponible sur: <http://www.telegeography.com/assets/website/images/maps/global-traffic-map-2010/global-traffic-map-2010-x.jpg> [Accès le 6 Mai 2013].

Telegeography, 2012. Internet Map 2012. [En ligne] Disponible sur: <http://www.telegeography.com/assets/website/images/maps/global-internet-map-2012/global-internet-map-2012-x.png> [Accès le 7 Mai 2013].

TeliaSonera International Carrier, 2013. IP Network Map. [En ligne] Disponible sur: <http://www.teliasoneraic.com/Our-network/Network-map.html> [Accès le 5 Mai 2013].

TheLocal.se, 2013. Swedish military leaks concern defence minister. [En ligne] Disponible sur: <http://www.thelocal.se/47578/20130426/#.UX0mJsrf2U8> [Accès le 28 Avril 2013].

US Embassy Sweden, 2013. US Embassy Sweden. [En ligne] Disponible sur: <https://www.facebook.com/stockholm.usembassy> [Accès le 5 Mai 2013].

WikiLeaks, 2011. Telenor-Fridman Telecoms Dispute Heats Up. [En ligne] Disponible sur: <http://cablegatesearch.wikileaks.org/cable.php?id=09MOSCOW743&q=telenor> [Accès le 27 Avril 2013].

Communiqués de presse

Altimo, 2007. "He dreams about Telia" - Dagens Industri (Sweden). [En ligne] Disponible sur: <http://www.altimo.org/?id=160> [Accès le 6 Mai 2013].

Altimo, 2012. Russia's Altimo raises Vimpelcom stake, eyes more. [En ligne] Disponible sur: <http://www.altimo.org/?id=305> [Accès le 27 Avril 2013].

Telenor, 2012. Telenor honors its obligation to take delivery of VimpelCom Ltd. preferred shares from Weather, seeks parity with Altimo. [En ligne] Disponible sur: <http://www.telenor.com/news-and-media/press-releases/2012/telenor-honors-its-obligation-to-take-delivery-of-vimpelcom-ltd-preferred-shares-from-weather-seeks-parity-with-altimo/> [Accès le 27 Avril 2013].

TeliaSonera, 2012. TeliaSonera's board reconfirms Group strategy and tightens risk management. [En ligne] Disponible sur: <http://www.teliasonera.com/en/newsroom/press-releases/2012/10/teliasoneras-board-reconfirms-group-strategy-and-tightens-risk-management/> [Accès le 27 Avril 2013].

Interviews

Bukkvoll, T., 2013. Norway: views on Russia, Telecommunications and Democracy [Interview] (15 Février 2013).

Stuxberg, M., 2013. Diplomatic relation: Sweden with Middle-East and Asia [Interview] (12 Février 2013).

Documents vidéos

Gutman, H., 2013. Diplomatie: Vous connaissez la Belgique?, *Journal de 19h30*, RTBF (5 Mai 2013).

Normes techniques

I3forum Technical Workstream, 2012. "Voice Over IPX" Release 3.0, s.l.: I3forum.

Internet Engineering Task Force, 2003. RFC3550: RTP: a transport protocol for real-time applications, s.l.: The Internet Society.

Rapports

Svyazinvest OJSC, 2009. Annual Report 2009, Moscou: Syvazinvest OJSC.

Telenor, 2012. Telenor Group - Annual Report 2012, Oslo: Telenor.

White House, 2011. International strategy for cyberspace: prosperity, security, and openness in a networked world, Washington D.C.: White House.